

KONINKRIJK BELGIË**FEDERALE OVERHEIDSDIENST
JUSTITIE**

**Voorontwerp van wet houdende
goedkeuring van het tussen de
Federale Staat, de Franse
Gemeenschap en de Waalse
Gewest inzake de begeleiding en
behandeling van daders van
seksueel misbruik**

Filip, Koning der Belgen

Aan allen die nu zijn en hierna wezen
zullen, Onze Groet.

Op de voordracht van Onze Minister
van Justitie,

**HEBBEN WIJ BESLOTEN EN
BESLUITEN WIJ:**

Onze Minister van Justitie is ermee
belast het ontwerp van wet, waarvan
de tekst hierna volgt, in Onze naam
voor te leggen en bij de Kamer van
volksvertegenwoordigers in te dienen:

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid
als bedoeld in artikel 74 van de
Grondwet.

Artikel 2

Het samenwerkingsakkoord tussen de
Federale Staat, de Franse
Gemeenschap en de Waalse Gewest
inzake de begeleiding en behandeling
van daders van seksueel misbruik
wordt goedgekeurd.

Gegeven te

ROYAUME DE BELGIQUE**SERVICE PUBLIC FEDERAL
JUSTICE**

**Avant-projet de loi portant
assentiment à l'accord de
coopération entre l'Etat fédéral, la
Communauté française et la Région
Wallonne relatif à la guidance et au
traitement des auteurs d'infractions
à caractère sexuel**

Philippe, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de la
Justice,

**NOUS AVONS ARRETE ET
ARRETONS :**

Notre Ministre de la Justice est chargé
de présenter, en Notre nom, et de
déposer à la Chambre des
représentants le projet de loi dont la
teneur suit:

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à
l'article 74 de la Constitution.

Article 2

L'accord de coopération entre l'État
fédéral entre l'Etat fédéral, la
Communauté germanophone relatif à la
guidance et au traitement des auteurs
d'infractions à caractère sexuel est
approuvé.

Donné à

Filip

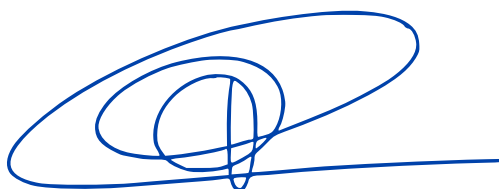
Philippe

Van Koningswege:

Par le Roi:

De Minister Justitie

Le Ministre de la Justice

A handwritten signature in blue ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Paul Van Tigchelt

**Avant-projet de décret portant assentiment de l'accord de coopération
entre l'Etat fédéral, la Communauté française et la Région wallonne
relatif à la guidance et au traitement des auteurs d'infractions à
caractère sexuel**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Sur la proposition de la Ministre chargée des Maisons de Justice ,

Après délibération,

ARRÊTE :

La Ministre chargée des Maisons de Justice est chargée de présenter au Parlement le projet de décret dont la teneur suit :

Article unique

Assentiment est donné à l'accord de coopération du entre l'Etat fédéral, la Communauté française et la Région wallonne relatif à la guidance et au traitement des auteurs d'infractions à caractère sexuel, annexé au présent décret.

Bruxelles, le

Pour le Gouvernement de la Communauté française

**Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales,
des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,**



Pierre-Yves JEHOLET

**La Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique,
des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de
Justice, de la Jeunesse et de la Promotion de Bruxelles,**



Françoise BERTIEAUX

Avant-projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Communauté française et la Région wallonne relatif à la guidance et au traitement des auteurs d'infractions à caractère sexuel

Le Gouvernement wallon,

Sur la proposition conjointe du Ministre-Président et de la Ministre de la Santé,

Après délibération,

Arrête :

Le Ministre-Président et la Ministre de la Santé, de l'Egalité des Chances et des Droits des femmes sont chargés de présenter au Parlement le projet de décret dont la teneur suit :

Article unique. Assentiment est donné à l'accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Communauté française et la Région wallonne relatif à la guidance et au traitement des auteurs d'infractions à caractère sexuel

Namur, le ...

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,



Elio DI RUPO

La Ministre de la Santé,



Christie MORREALE

Avant-Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Communauté française et la Région wallonne relatif à la guidance et au traitement des auteurs d'infractions à caractère sexuel

Commentaire d'article

Article unique

Cette disposition vise à porter assentiment l'accord de coopération du XXX entre l'Etat fédéral, la Communauté française et la Région wallonne relatif à la guidance et au traitement des auteurs d'infractions à caractère sexuel

Avant-projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Communauté française et la Région wallonne relatif à la guidance et au traitement des auteurs d'infractions à caractère sexuel

Exposé des motifs

Le présent projet de décret a pour objectif de porter assentiment à l'accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Communauté française et la Région wallonne relatif à la guidance et au traitement des auteurs d'infractions à caractère sexuel

La guidance et le traitement des auteurs d'infractions à caractère sexuel sont des compétences mixtes, partagées entre l'Etat fédéral, les Communautés et les Régions.

Accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Communauté française et la Région Wallonne relatif à la guidance et au traitement des auteurs d'infractions à caractère sexuel

Article 1

Pour l'application du présent accord de coopération, on entend par:

1° équipes psychosociales: équipes pluridisciplinaires spécialisées dans la problématique des auteurs d'infraction à caractère sexuel (AICS) (composées au moins d'un travailleur social, d'un psychologue et d'un psychiatre) et qui travaillent au sein des établissements pénitentiaires, et de l'établissement ou des établissements ou services organisés par le gouvernement fédéral pour la protection de la société, le centre de psychiatrie légale organisé par le gouvernement fédéral ou l'établissement reconnu par l'autorité compétente et organisé par un établissement privé capable de prodiguer des soins appropriés à la personne détenue;

2° autorité compétente : en fonction des différents cadres juridiques repris à l'article 2 et suivant le moment de l'intervention, désigne le Ministre de la Justice, la chambre de protection sociale, la commission de probation, le juge d'instruction, le procureur du Roi et le juge/le tribunal de l'application des peines;

3° intéressé : auteur d'une infraction à caractère sexuel ou personne suspectée d'avoir commis une infraction à caractère sexuel ;

4° centre d'appui : centre qui apporte un soutien aux équipes psychosociales mentionnées au point 1° et aux équipes de santé spécialisées mentionnées au point 5° ;

5° équipes de santé spécialisées: équipes pluridisciplinaires externes spécialisées dans la guidance et le traitement extra-pénitentiaire ambulatoire et résidentiel des AICS. Elles se composent de professionnels de la psychiatrie, de la psychologie, de la criminologie ou des sciences familiales, sexologiques ou sociales, y travaillant comme membres permanents ou consultants externes;

6° service de formation : équipe de l'unité de psychopathologie légale agréée pour la prise en charge psycho-socio-éducative collective et individuelle en vue de la responsabilisation de l'AICS.

7° assistant de justice: agent de l'Administration générale des Maisons de Justice (AGMJ) au sein de la Communauté française qui, à la demande d'une autorité compétente, effectue des missions de contrôle et d'accompagnement de l'intéressé dans le cadre de l'exécution d'une décision de justice ;

8° convention: accord écrit conclu entre l'assistant de justice, l'AICS et le représentant de l'équipe de santé spécialisée ou du centre d'appui chargé de la guidance ou du traitement. Il porte sur les moyens à mettre en œuvre sans obligation de résultats et les modalités de coopération entre les parties;

9° équipes spécialisées : équipes pluridisciplinaires spécialisées dans la problématique des AICS, visées aux 1° et 5°;

10° comité d'accompagnement: comité chargé d'évaluer l'exécution et les termes du présent accord de coopération;

11° Ministre wallon de la Santé: Ministre du Gouvernement wallon ayant la santé dans ses attributions.

12° Ministre des Maisons de Justice : Ministre de la Communauté française ayant la compétence des Maisons de Justice dans ses attributions.

Article 2

Le présent accord de coopération porte sur l'accompagnement et le traitement de la personne condamnée pour des infractions visées aux articles 417/7 à 417/22, 417/24 à 417/41, 417/44 à 417/47 et 417/51 à 417/54 du Code pénal ou soupçonnée d'avoir commis un ou des actes couverts par ces articles, ci-après dénommée l'intéressé, et qui relèvent de l'application de l'une des réglementations mentionnées ci-dessous ou sont éligibles à son application:

1° la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine;

2° la loi du 5 mai 2014 relative à l'internement des personnes;

3° la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation;

4° la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive ;

5° l'article 216 ter du Code d'instruction criminelle;

6° les circulaires ministérielles réglant la libération provisoire ;

7° le Code pénal : Articles 34 bis et 34 ter, Article 37 octies, novies, decies et undecies ;

8° le décret du 14 mars 2019 relatif à la prise en charge en Centre communautaire des jeunes ayant fait l'objet d'un dessaisissement.

Article 3

Le Ministre de la Justice installe dans chaque établissement pénitentiaire et établissement ou sections de défense sociale des équipes psychosociales.

Le Ministre wallon de la Santé fait de même pour des établissements relevant de sa compétence.

Ces équipes psychosociales sont investies des missions suivantes:

- l'identification des condamnés et des internés pour lesquels il s'avère indiqué de procéder à une investigation psychosociale en regard des prescrits légaux. Cette investigation pluridisciplinaire comprend notamment une analyse de la personnalité, des faits, des contextes passés et présents. Cette investigation relève d'une approche scientifique et dynamique situant la problématique dans une perspective évolutive ;
- la mise en œuvre dans le cadre de l'investigation psychosociale d'un plan de détention axé sur la réinsertion prévoyant un accompagnement individuel intrapénitentiaire à visée préthérapeutique¹ en préparation à la guidance ou au traitement post-pénitentiaire organisés par les équipes de santé spécialisées et le centre d'appui ;

¹ La méthodologie de prise en charge des SPS se focalise sur l'évaluation mais, au travers de l'accompagnement, elle s'attache dans le même temps à mobiliser les ressources de l'intéressé dans un travail de réflexion quant aux faits et aux éléments propres et externes liés à leur survenance et ce dans un contexte particulier (criminogénèse, élaboration d'un plan de reclassement incluant la prise en compte des contre-indications légales) ; l'ensemble pouvant ouvrir des perspectives de prise en charge thérapeutique par d'autres services.

- la formulation d'un avis dans le cadre des modalités d'exécution de la peine intégrant le positionnement quant à la mise en place, par un autre service, d'une guidance et/ou d'un traitement spécialisé ;
- la collaboration et la concertation avec les experts et les équipes de santé spécialisées et le centre d'appui;
- la collaboration avec les assistants de justice ;
- la collaboration à la mise en place d'un modèle d'enregistrement de données tel que visé dans l'exposé des motifs.

Les équipes psychosociales peuvent, si elles l'estiment nécessaire dans le cadre de la formulation d'avis, solliciter un avis complémentaire en s'adressant aux experts ou au centre d'appui.

La liste de ces équipes psychosociales est annexée au présent accord de coopération. Le Ministre de la Justice et le Ministre wallon de la Santé se communiquent réciproquement toute modification éventuelle de cette liste, dans les meilleurs délais.

Article 4

Le Ministre de la Justice s'engage à subventionner un centre d'appui investi des missions suivantes:

- 1° remplir une fonction de consultant et un appui méthodologique à la demande des équipes spécialisées ;
- 2° mettre des informations scientifiques à la disposition du personnel des équipes spécialisées ;
- 3° réaliser des recherches scientifiques notamment à partir des données anonymisées fournies au départ des équipes spécialisées, tel que cité à l'article 5;
- 4° contribuer à l'organisation de formations spécifiques à l'intention des équipes spécialisées, en concertation avec celles-ci;
- 5° collaborer à des actions d'information à la demande du Ministre de la Justice et à celle des Ministres signataires du présent accord de coopération, transmise par le Ministre de la Justice;
- 6° participer à des réunions de concertation entre centres d'appui, au moins une fois par an, afin de coordonner leurs actions et partager leurs connaissances et leurs expériences ;
- 7° recueillir et mettre à disposition les informations nécessaires et disponibles relatives à l'évaluation de la problématique et ses enjeux;
- 8° réunir les données socio-épidémiologiques des équipes de santé spécialisées et rédiger sur cette base un rapport annuel qui doit être remis aux Ministres signataires du présent accord au plus tard le 30 avril qui suit l'année concernée.

Outre ces missions, le centre d'appui peut également accomplir les missions mentionnées à l'article 5 et à ce titre, se compose d'une équipe spécialisée.

Article 5

Le Ministre wallon de la Santé reconnaît un réseau d'équipes de santé spécialisées.

Critères

Les équipes de santé spécialisées répondent au moins aux critères suivants:

- 1° posséder la personnalité juridique ou relever d'un service possédant la responsabilité juridique ;
- 2° disposer de personnel spécialisé dans la guidance ou le traitement des AICS;
- 3° être capable de mettre en œuvre, sur la base d'un diagnostic précis, des méthodes de traitement, s'appuyant tant sur une expérience clinique que sur des bases scientifiques reconnues au niveau national et international, appropriées aux AICS et à leur guidance;
- 4° participer à la formation permanente en matière de guidance ou de traitement psychologique et social des AICS, subventionnée ou reconnue par les autorités compétentes et dispensée en Belgique ou à l'étranger;
- 5° être disposées à remplir les missions citées à l'article 5, ci-après.

Missions des équipes de santé spécialisées

Les équipes de santé spécialisées sont investies des missions suivantes:

- 1° lorsqu'elles sont sollicitées, formuler des avis sur le diagnostic et les possibilités de traitement des AICS visés à l'article 2, tout en respectant les compétences des équipes psychosociales des établissements pénitentiaires et de défense sociale;
- 2° prendre en charge la guidance ou le traitement extra-pénitentiaire appropriés des AICS conformément aux termes de la convention signée au préalable. La décision de l'autorité compétente mentionne clairement dans le dispositif conditionnel l'obligation de mettre en place un suivi spécialisé;
- 3° adresser un rapport de suivi sur la guidance ou le traitement à l'autorité compétente et à l'assistant de justice en charge du suivi de l'intéressé. Le premier rapport sera transmis dans le mois qui suit la libération ou l'entrée en vigueur des conditions et ensuite chaque fois que ce service l'estime utile, ou sur l'invitation de l'autorité compétente et/ou de l'assistant de justice, et au moins une fois tous les six mois.

Ce rapport aborde les points suivants:

- a) les dates et heures des rendez-vous fixés;
- b) les absences non justifiées;
- c) la cessation unilatérale du traitement par la personne concernée;
- d) les situations comportant un risque sérieux pour les tiers.

Ce rapport est tenu à la disposition de l'intéressé. Celui-ci est informé des accords concernant ce partage d'informations lors de la signature commune de la convention. En cas d'extrême urgence et d'impossibilité de joindre l'assistant de justice, rapport peut être directement fait au procureur du Roi;

- 4° mettre à disposition un rapport annuel dont le modèle est défini par les ministres et qui doit être remis aux Ministres signataires du présent accord au plus tard le 30 avril qui suit l'année concernée.

5° collaborer à un modèle d'enregistrement de données en conformité à la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel. Ces données sont enregistrées en vue de la recherche scientifique et de l'évaluation de la politique menée en matière de guidance et de traitement des AICS. Les modalités pratiques et éthiques d'enregistrement sont mises au point en étroite collaboration avec les équipes spécialisées, le centre d'appui, la Communauté française, les Directions générales des Etablissements pénitentiaires et de l'Organisation judiciaire, le Service de la Politique criminelle de la Direction générale Législation, Libertés et Droits fondamentaux du Service Public Fédéral Justice ainsi que le comité d'accompagnement.

Liberté de traitement

Les autorités judiciaires compétentes ne peuvent imposer à une équipe de santé spécialisée une guidance ou un traitement psychologique et social d'un AICS. En cas de refus de prise en charge, ces autorités chercheront une autre solution. L'exigence de continuité d'un tel suivi requiert une concertation entre les intervenants concernés.

Droits des équipes de santé spécialisées

L'équipe de santé spécialisée peut, pour une raison motivée et avec l'accord de l'autorité compétente, confier, en tout ou en partie, la guidance ou le traitement à un autre service de santé mentale, à un centre d'appui ou à un thérapeute individuel qui puisse apporter la preuve de la spécialisation indispensable. L'accord de prise en charge de cet autre service/professionnel sera donc transmis par écrit à l'assistant de justice et fera l'objet d'une demande d'approbation auprès de l'autorité compétente.

Une équipe de santé spécialisée a le droit d'opposer son refus à une demande d'avis ou à une mission de guidance ou de traitement auprès de l'autorité compétente. Dans ce dernier cas, une concertation entre le représentant de l'équipe de santé spécialisée, l'assistant de justice et l'intéressé est souhaitable. Cette concertation est indispensable lorsqu'une de ces trois parties souhaite interrompre la guidance ou le traitement et l'autorité compétente doit en être informée. Dans l'attente de mesures appropriées, la convention initiale reste d'application, avec modifications adaptées à la situation, pour une durée maximum d'un mois.

Listes des équipes de santé spécialisées

La liste des équipes de santé spécialisées est annexée au présent accord de coopération. Toute modification éventuelle de cette liste sera communiquée, dans les meilleurs délais et de manière digitalisée, au Ministre de la Justice et au Ministre des Maisons de Justice par le Ministre wallon de la Santé.

Article 6

Le Ministre des Maisons de Justice s'engage à mettre des assistants de justice à disposition, investis des missions suivantes:

1°prendre en charge les enquêtes et les guidances, imposées par l'autorité compétente ;

2°communiquer aux équipes de santé spécialisées, au service de formation et au centre d'appui les informations que les équipes psychosociales et eux-mêmes ont estimé nécessaires à la réalisation d'une guidance ou d'un traitement adapté à la problématique des AICS. L'intéressé doit en être

informé. Il s'agit, à minima, du Jugement ou de l'ordonnance, de l'exposé des faits (si établi par l'autorité judiciaire), de l'extrait de casier judiciaire et du rapport d'expertise éventuel réalisé durant l'enquête pénale. Les documents transmis seront spécifiés dans la convention dont le modèle est annexé. Ceci ne porte pas préjudice aux compétences des autorités judiciaires qui peuvent estimer qu'un document précis ne peut être communiqué ou qui peuvent en autoriser la consultation ;

3° collaborer avec les équipes psychosociales des établissements pénitentiaires et de défense sociale;

4° se concerter au préalable avec les équipes de santé spécialisées, le Centre d'appui ou le service de formation concernant la possibilité d'une guidance, d'une formation ou d'un traitement conformément au dispositif conditionnel imposé par l'autorité compétente ;

5° veiller à l'inscription des engagements en matière de guidance ou de traitement dans une convention, conformément au modèle annexé, cosignée par l'intéressé, le représentant de l'équipe de santé spécialisée, du Centre d'Appui ou du service de formation et l'assistant de justice ;

6° soutenir et accompagner l'intéressé dans la réalisation des conditions imposées et veiller au contrôle du respect de celles-ci en vue de sa réinsertion dans la société. Le cas échéant, l'assistant de justice échange les informations utiles avec l'autorité compétente, le parquet et les services de police dans le respect des cadres légaux et réglementaires. Les assistants de justice collaborent à cet égard avec les différents services du tissu social local ;

7° veiller à la coordination et à l'intégration de toutes les interventions dans la gestion des cas individuels. En ce sens, les assistants de justice récoltent les informations utiles auprès des services de santé spécialisés, du Centre d'Appui ou du service de formation et de l'intéressé en vue d'en informer l'autorité compétente ;

8° rédiger un rapport relatif à la prise en charge de la guidance de l'intéressé à destination de l'autorité compétente dans le mois qui suit l'entrée en vigueur des conditions imposées. Et ensuite, chaque fois que les assistants de justice l'estiment utile ou que l'autorité compétente les y invite, et au moins une fois tous les six mois. Le cas échéant, les assistants de justice proposent les mesures qu'ils jugent nécessaires ;

9° si une condition imposée s'avère inadaptée au regard de la situation de l'intéressée, les assistants de justice en informent l'autorité compétente qui dispose de la possibilité de suspendre en tout ou en partie la condition ou de l'amender ;

10° rédiger un rapport à l'intention de l'autorité compétente lorsque des difficultés sont identifiées et qu'aucun suivi spécialisé n'a été imposé afin que l'autorité puisse, le cas échéant, adapter sa décision;

11° en cas d'extrême urgence, faire directement rapport au procureur du Roi et en informer l'autorité compétente ;

12° expliquer à l'intéressé la portée de la loi, faire le lien avec sa vision du fait délictueux et le contexte dans lequel il a été commis. Les assistants de justice donnent également à l'intéressé des explications sur la procédure judiciaire en cours. Dans ce cadre, l'attention se portera sur les moyens à mettre en œuvre en vue de sa réinsertion et en vue de l'évitement de la récidive ;

13° collaborer à la mise en place d'un modèle d'enregistrement tel que visé dans l'exposé des motifs du présent accord de coopération.

Article 7

Un comité d'accompagnement soumettra l'application du présent accord de coopération à une évaluation annuelle. Ce comité sera composé de 9 membres dont 3 désignés par le Ministre de la Justice, 3 par le Ministre des Maisons de justice et 3 par le Ministre wallon de la Santé. Pour chacun des membres, un ou deux suppléants seront également désignés. Une présidence et un secrétariat tournants seront organisés. Les modalités d'organisation sont laissées à l'appréciation du comité d'accompagnement qui les établit dans le cadre de son règlement d'ordre intérieur qu'il définit lors de sa première séance.

Ce comité rédigera un rapport à l'intention du Ministre de la Justice, du Ministre des Maisons de Justice et du Ministre wallon de la Santé, dans un délai de trois mois maximum après réception du rapport annuel visé aux articles 4 et 5.

Ce comité donnera des avis aux ministres concernés sur l'application de l'accord de coopération, de sa propre initiative ou à la demande d'un ministre concerné. Dans le cas où le Comité d'accompagnement formule un avis à un ministre concerné par l'accord de coopération, le Comité d'accompagnement s'engage à consulter préalablement les Comités d'accompagnement bruxellois, flamand et germanophone.

Article 8

En cas de divergences de vue sur l'application du présent accord de coopération, les litiges seront soumis à une commission de conciliation composée des fonctionnaires dirigeants des Directions générales des Etablissements pénitentiaires et de l'Organisation judiciaire, de l'Administration générale des Maisons de Justice et de la Direction générale de l'Action sociale et de la Santé ou de leurs représentants.

Article 9

Le présent accord de coopération est conclu pour une période de trois ans. Il sera prolongé annuellement sauf résiliation trois mois avant la fin de la période envisagée sur base de l'évaluation du comité d'accompagnement.

Article 10

Le présent accord de coopération entre en vigueur 10 jours après la publication au Moniteur belge de la loi et du décret portant assentiment à cet accord de coopération.

Article 11

Dès l'entrée en vigueur du présent accord de coopération, l'accord de coopération du 8 octobre 1998 entre l'Etat fédéral et la Région wallonne relatif à la guidance et au traitement d'auteurs d'infractions à caractère sexuel est abrogé.

Fait à Bruxelles en trois exemplaires originaux dont un pour l'Etat fédéral, un pour la Communauté française et un pour la Région wallonne, le

Pour l'Etat fédéral:

Le Ministre de la Justice,

A blue ink signature consisting of a large, stylized 'P' followed by a horizontal stroke.

Paul Van Tigchelt

Pour la Région wallonne:

Le Ministre Président,

A black ink signature with a large, stylized 'E' and a long horizontal stroke.

Elio Di Rupo

La Ministre de la Santé,

A blue ink signature with a large, stylized 'C' and a long horizontal stroke.

Christie Morreale

Pour la Communauté française:

Le Ministre-Président,

A blue ink signature with a large, stylized 'P' and a long horizontal stroke.

Pierre-Yves Jeholet

La Ministre des Maisons de Justice,

A blue ink signature with a large, stylized 'F' and a long horizontal stroke.

Françoise Bertiaux

Samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest
inzake de begeleiding en behandeling van daders van seksueel misbruik

Artikel 1

Voor de toepassing van dit samenwerkingsakkoord wordt verstaan onder:

1° psychosociale teams: multidisciplinaire teams gespecialiseerd in de problematiek van DSM's (en samengesteld uit minstens een maatschappelijk werker, een psycholoog en een psychiater), en werkzaam binnen de penitentiaire inrichtingen en de inrichting(en) of diensten georganiseerd door de federale regering voor de bescherming van de maatschappij, het centrum voor forensische psychiatrie georganiseerd door de federale regering, of de instelling erkend door de erkende overheid en georganiseerd door een particuliere instelling die gepaste zorg kan verstrekken aan de gedetineerde;

2° bevoegde overheid: naargelang de verschillende juridische kaders bedoeld in artikel 2 en volgens het moment van de interventie, worden hieronder verstaan: de minister van Justitie, de kamer voor de bescherming van de maatschappij, de probatiedienst, de onderzoeksrechter, de procureur des Konings, en de strafuitvoeringsrechtbank/rechter;

3° betrokkene: dader van een seksueel misdrijf of persoon die ervan verdacht wordt een seksueel misdrijf te hebben gepleegd;

4° steuncentrum: centrum dat ondersteuning biedt aan de psychosociale teams vermeld in punt 1° en aan de gespecialiseerde gezondheidsteams vermeld in punt 5°;

5° gespecialiseerde gezondheidsteams: externe multidisciplinaire teams, gespecialiseerd in de ambulante en residentiële extrapenitentiaire behandeling en begeleiding van DSM's. Zijn samengesteld uit professionals uit het domein van de psychiatrie, psychologie, criminologie of van de maatschappelijke, seksuologische of familiale wetenschappen, waarbij ze in het team werkzaam zijn als vaste leden of externe consultants;

6° opleidingsdienst: team van de *Unité de psychopathologie légale*, erkend voor individuele en collectieve psycho-socio-educatieve begeleiding met het oog op de responsabilisering van de DSM;

7° justitieassistent: ambtenaar van de *Administration générale des Maisons de Justice* (AGMJ) binnen de Franse Gemeenschap, die op verzoek van een bevoegde overheid taken inzake controle en begeleiding van de betrokkene verricht in het kader van een gerechtelijke procedure of voor de uitvoering van een gerechtelijke beslissing;

8° overeenkomst: schriftelijk akkoord dat wordt afgesloten tussen de justitieassistent, de dader van seksuele misdrijven en de vertegenwoordiger van het gespecialiseerde gezondheidsteam of van het steuncentrum dat belast is met de begeleiding of de behandeling. Heeft betrekking op de middelen die moeten worden ingezet zonder resultaatsverbintenis en op de modaliteiten inzake samenwerking tussen de partijen;

9° gespecialiseerde teams: multidisciplinaire teams gespecialiseerd in de problematiek van de DSM's bedoeld in 1° en 5°;

10° begeleidingscomité: comité belast met de evaluatie van de uitvoering en de voorwaarden van dit samenwerkingsakkoord;

11° Waals minister van Gezondheid: minister van de Waalse regering die bevoegd is voor gezondheid.

12° minister van Justitieleuizen: minister van de Franse Gemeenschap die bevoegd is voor de Justitieleuizen.

Artikel 2

Onderhavig samenwerkingsakkoord betreft de begeleiding en behandeling van een persoon – hierna de betrokkene genoemd – die is veroordeeld voor misdrijven bedoeld in de artikelen 417/7 tot 417/22, 417/24 tot 417/41, 417/44 tot 417/47 en 417/51 tot 417/54 van het Strafwetboek, of van wie wordt vermoed dat hij een of meer daden heeft gepleegd die vervat zijn in voornoemde artikelen, en die onder de toepassing van een van onderstaande regelgevingen vallen of in aanmerking komen voor de toepassing ervan:

1° de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten;

2° de wet van 5 mei 2014 betreffende de internering van personen;

3° de wet 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie;

4° de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis;

5° artikel 216 van het Wetboek van Strafvordering;

6° de ministeriële omzendbrieven houdende regeling van de voorlopige invrijheidstelling;

7° het Strafwetboek: Artikelen 34 bis en 34 ter, artikel 37 octies, novies, decies en undecies (APS)

8° het decreet van 14 maart 2019 betreffende de opvang, in een "Centre communautaire" (Gemeenschappelijk centrum), van ulthandengegeven jongeren

Artikel 3

De minister van Justitie richt in elke strafinrichting en inrichting of afdelingen tot bescherming van de maatschappij psychosociale teams op.

De Waalse minister van Gezondheid doet hetzelfde voor inrichtingen die onder zijn bevoegdheid ressorteren.

Die psychosociale teams vervullen volgende taken:

- identificeren van veroordeelden en geïnterneerden voor wie een psychosociaal onderzoek aangewezen is in het licht van de wettelijke voorschriften. Dat multidisciplinaire onderzoek omvat inzonderheid een analyse van de persoonlijkheid, van de feiten, van de vroegere en huidige contexten, enz. Dat onderzoek heeft een wetenschappelijke en dynamische insteek waarbij de problematiek in een ontwikkelingsperspectief wordt geplaatst;
- ten uitvoer leggen in het kader van het psychosociale onderzoek van een re-integratiegericht detentieplan waarin wordt voorzien in een intrapenitentiaire individuele begeleiding van pretherapeutische strekking¹ ter voorbereiding van de postpenitentiaire begeleiding of

¹ De methodologie van begeleiding door de psychosociale dienst focust op de evaluatie maar mobiliseert, aan de hand van de begeleiding, tegelijkertijd de middelen van de betrokkene in een denkoefening met betrekking tot de eigen en externe

- behandeling, die worden georganiseerd door de gespecialiseerde gezondheidsteams en het steuncentrum;
- verlenen van advies in het kader van de strafuitvoeringsmodaliteiten waarin het standpunt wordt opgenomen met betrekking tot de invoering door een andere dienst van een gespecialiseerde behandeling en/of begeleiding;
 - samenwerken en overleg plegen met de deskundigen en de gespecialiseerde gezondheidsteams en het steuncentrum;
 - samenwerken met de justitieassistenten;
 - meewerken aan de invoering van een gegevensregistratiemodel als bedoeld in de memorie van toelichting.

De psychosociale teams kunnen, indien zij zulks noodzakelijk achten in het kader van het verlenen van advies, om een aanvullend advies verzoeken door een beroep te doen op de deskundigen of op het steuncentrum.

De lijst van die psychosociale teams wordt als bijlage bij dit samenwerkingsakkoord gevoegd. De minister van Justitie en de Waalse minister van Gezondheid delen elkaar wederzijds elke eventuele wijziging van deze lijst zo vlug mogelijk mee.

Artikel 4

De minister van Justitie verbindt zich tot de subsidiëring van een steuncentrum dat met volgende taken wordt belast:

- 1° vervullen van een consultatiefunctie en van methodologische ondersteuning op verzoek van de gespecialiseerde teams;
- 2° verstrekken van wetenschappelijke informatie aan het personeel van de gespecialiseerde teams;
- 3° wetenschappelijk onderzoek verrichten inzonderheid op grond van geanonimiseerde gegevens die worden verstrekt vanuit de gespecialiseerde teams, zoals vermeld in artikel 5;
- 4° bijdragen tot de organisatie van specifieke opleidingen ten behoeve van en in overleg met de gespecialiseerde teams;
- 5° meewerken aan informatieve acties op verzoek van de minister van Justitie en op verzoek van de ministers die dit samenwerkingsakkoord hebben ondertekend, overgezonden door de minister van Justitie;
- 6° deelnemen aan overlegvergaderingen tussen steuncentra, minstens eenmaal per jaar, teneinde hun optreden te coördineren en hun kennis en hun ervaringen te delen;
- 7° verzamelen en ter beschikking stellen van de nodige en beschikbare informatie met betrekking tot de evaluatie van de problematiek en de uitdagingen ervan;

felten en elementen die verband houden met het zich voordoen ervan en dit in een specifieke context (criminogenese, uitwerking van een reclasseringsplan dat inhoudt dat rekening wordt gehouden met de wettelijke tegenaanwijzingen); het geheel kan perspectieven van therapeutische begeleiding door andere diensten openen.

Versie 6 november 2023

8° verzamelen van de socio-epidemiologische gegevens van de gespecialiseerde gezondheidsteams en op grond daarvan een jaarverslag opstellen ten behoeve van de ministers die dit akkoord hebben ondertekend uiterlijk op 30 april volgend op het betrokken jaar.

Naast die taken kan het steuncentrum tevens de taken vermeld in artikel 5 vervullen en in dat opzicht bestaat het uit een gespecialiseerd team.

Artikel 5

De Waalse minister van Gezondheid erkent een netwerk van gespecialiseerde gezondheidsteams.

Criteria

De gespecialiseerde gezondheidsteams beantwoorden minstens aan de volgende criteria:

- 1° rechtspersoonlijkheid bezitten of onder een dienst ressorteren die rechtspersoonlijkheid bezit;
- 2° over personeel beschikken dat gespecialiseerd is in de begeleiding of behandeling van DSM's;
- 3° beschikken over de bekwaamheid om, op basis van een nauwkeurige diagnostiek, geëigende behandelingsmethodieken voor psychosociale begeleiding of behandeling van DSM's - die overeenstemmen met de erkende klinische ervaring en de wetenschappelijke nationale en internationale inzichten op dit vlak - toe te passen;
- 4° deelnemen aan door de bevoegde overheid erkende of gesubsidieerde permanente vorming in België of in het buitenland, op het vlak van psychosociale en sociale begeleiding of behandeling van DSM's;
- 5° bereid zijn onderstaande taken, bedoeld in artikel 5, te vervullen.

Taken van de gespecialiseerde gezondheidsteams

De gespecialiseerde gezondheidsteams vervullen volgende taken:

- 1° indien gevraagd, verlenen van advies over de diagnostiek en de behandelingsmogelijkheden van de DSM's bedoeld in artikel 2, waarbij de competenties van de psychosociale teams van de strafinrichtingen en van de inrichtingen tot bescherming van de maatschappij in acht worden genomen;
- 2° instaan voor de gepaste extrapenitentiaire begeleiding of behandeling van DSM's waarvoor voorafgaandelijk een prestatieverbintenis wordt ondertekend en waarbij de naam van het gespecialiseerde gezondheidsteam wordt vermeld in de beslissing van de bevoegde overheid die tevens de voorwaarden bepaalt;
- 3° opstellen van een verslag over de opvolging van de begeleiding of de behandeling dat aan de bevoegde overheid en de justitieassistent die verantwoordelijk is voor de opvolging van de betrokkene wordt meegedeeld. Het eerste verslag wordt overgezonden binnen een maand na de Invrijheidstelling of de inwerkingtreding van de gestelde voorwaarden en vervolgens telkens als de begeleidende dienst het nuttig acht, als de bevoegde overheid en/of de justitieassistent het vraagt en ten minste om de zes maanden.

In dit verslag worden de volgende punten behandeld:

- a) data en uren van de gemaakte afspraken;

- b) afwezigheden die niet gerechtvaardigd zijn;
- c) eenzijdige stopzetting van de behandeling door de betrokken persoon;
- d) situaties met ernstig risico voor derden.

Dit verslag wordt ter beschikking gesteld van de betrokkene. De betrokkene wordt op de hoogte gebracht van de rapportage-afspraken bij middel van de prestatieverbintenis die hij mede heeft ondertekend. In geval van spoedeisendheid en onbereikbaarheid van de justitieassistent wordt rechtstreeks verslag uitgebracht aan de procureur des Konings;

4° ter beschikking stellen van een jaarverslag waarvan het model wordt bepaald door de ministers en dat moet worden bezorgd aan de ministers die dit akkoord hebben ondertekend uiterlijk op 30 april volgend op het betrokken jaar;

5° meewerken aan een gegevensregistratiemodel conform de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens. Die gegevens worden geregistreerd met het oog op wetenschappelijk onderzoek en de evaluatie van het beleid inzake de begeleiding en behandeling van DSM's. De praktische en ethische aspecten van deze registratie worden in onderling overleg tussen de gespecialiseerde teams, het steuncentrum, de Franse Gemeenschap, het directoraat-generaal Penitentiaire Inrichtingen, het directoraat-generaal Rechterlijke Organisatie en de dienst voor het Strafrechtelijk beleid van het directoraat-generaal Wetgeving en Fundamentele Rechten en Vrijheden van de Federale Overheidsdienst Justitie evenals het begeleidingscomité uitgewerkt.

Vrijheid van behandeling

De bevoegde justitiële overheden kunnen geen psychosociale begeleiding of behandeling met betrekking tot een DSM opleggen aan een gespecialiseerd gezondheidsteam. In geval van weigering van de begeleiding zullen die overheden een andere oplossing zoeken. De vereiste van continuïteit van een dergelijke opvolging vereist overleg tussen betrokken actoren.

Rechten van de gespecialiseerde gezondheidsteams

Om een gemotiveerde reden en mits akkoord van de bevoegde overheid kan het gespecialiseerde gezondheidsteam de begeleiding of behandeling geheel of gedeeltelijk overdragen aan een andere dienst voor geestelijke gezondheidszorg, aan een steuncentrum of aan een individuele therapeut die de nodige specialisatie kan voorleggen. Het akkoord inzake de begeleiding van die andere dienst/professional zal dan ook schriftelijk aan de justitieassistent worden bezorgd en zal het onderwerp zijn van een verzoek tot goedkeuring bij de bevoegde overheid.

Een gespecialiseerd gezondheidsteam kan ten aanzien van de bevoegde overheid weigeren in te gaan op een verzoek om adviesverlening of een begeleidings- of behandelingsopdracht weigeren. In dit laatste geval is overleg tussen de vertegenwoordiger van het gespecialiseerde gezondheidsteam, de justitieassistent en de betrokkene wenselijk. Dergelijk overleg is noodzakelijk indien één van die drie partijen de begeleiding of behandeling wenst stop te zetten; in dat geval wordt de bevoegde overheid hiervan onmiddellijk in kennis gesteld. In afwachting van gepaste maatregelen, blijft de initiële verbintenis van toepassing, met wijzigingen aangepast aan de situatie, voor een duur van maximum 1 maand.

Lijsten van de gespecialiseerde gezondheidsteams

De lijst van de gespecialiseerde gezondheidsteams wordt als bijlage bij dit samenwerkingsakkoord gevoegd. Elke eventuele wijziging van deze lijst wordt zo vlug mogelijk en op gedigitaliseerde wijze

aan de minister van Justitie, aan de minister van Justitiehuisen meegedeeld door de Waalse minister van Gezondheid.

Artikel 6

De minister van Justitiehuisen verbindt zich ertoe justitieassistenten ter beschikking te stellen die belast zijn met de volgende taken:

- 1° de door de bevoegde overheid opgelegde enquêtes en begeleidingen op zich nemen;
- 2° aan de gespecialiseerde gezondheidsteams, de opleidingsdienst en het steuncentrum de informatie meedelen die de psychosociale teams en zij zelf nodig achten bij de uitvoering van een aan de problematiek van de DSM's aangepaste begeleiding of behandeling. De betrokkene moet daarvan op de hoogte worden gebracht. Het gaat op zijn minst om het vonnis of de beschikking, de uiteenzetting van de feiten (indien die werd opgesteld door de gerechtelijke overheid), het uittreksel uit het strafregister en het eventuele deskundigenverslag dat tijdens het strafonderzoek werd opgesteld. De overgezonden documenten zullen nader worden bepaald in de overeenkomst waarvan het model als bijlage gaat. Dit doet geen afbreuk aan de bevoegdheden van de gerechtelijke overheden, die kunnen oordelen dat een bepaald document niet mag worden meegedeeld of de inzage ervan kunnen toestaan;
- 3° samenwerken met de psychosociale teams van de penitentiaire inrichtingen en de inrichtingen tot bescherming van de maatschappij;
- 4° vooraf overleggen met de gespecialiseerde gezondheidsteams, het steuncentrum of de opleidingsdienst met betrekking tot de mogelijkheid van een begeleiding, een opleiding of een behandeling overeenkomstig het door de bevoegde overheid opgelegde geheel van voorwaarden;
- 5° erop toezien dat de verbintenissen inzake begeleiding of behandeling worden vastgelegd in een overeenkomst, overeenkomstig het model dat als bijlage gaat, die mede is ondertekend door de betrokkene, de vertegenwoordiger van het gespecialiseerde gezondheidsteam, het steuncentrum of de opleidingsdienst en de justitieassistent;
- 6° de betrokkene ondersteunen en begeleiden bij de uitvoering van de opgelegde voorwaarden en toezien op de controle van de naleving daarvan met het oog op zijn re-integratie in de maatschappij. In voorkomend geval wisselt de justitieassistent nuttige informatie uit met de bevoegde overheid, het parket en de politiediensten met inachtneming van de wettelijke en regelgevende kaders. In dat verband werken de justitieassistenten samen met de verschillende diensten van het lokale sociale weefsel;
- 7° toezien op de coördinatie en de integratie van alle interventies in het beheer van de individuele gevallen. In die zin winnen de justitieassistenten nuttige informatie in bij de gespecialiseerde gezondheidsdiensten, het steuncentrum of de opleidingsdienst en de betrokkene om de bevoegde overheid daarvan in kennis te stellen;
- 8° een verslag opstellen over de tenlasteneming van de begeleiding van de betrokkene voor de bevoegde overheid binnen de maand die volgt op de inwerkingtreding van de opgelegde voorwaarden. En vervolgens telkens wanneer de justitieassistenten het nodig achten of wanneer de bevoegde overheid hen daarom verzoekt, en ten minste om de zes maanden. In voorkomend geval stellen de justitieassistenten de maatregelen voor die zij nuttig achten;

9° als een opgelegde voorwaarde gelet op de situatie van de betrokkene ongeschikt blijkt te zijn, stellen de justitieassistenten de bevoegde overheid daarvan in kennis, die de mogelijkheid heeft om de voorwaarde geheel of gedeeltelijk op te schorten of te wijzigen;

10° een verslag opstellen voor de bevoegde overheid wanneer er problemen worden vastgesteld en er geen gespecialiseerde opvolging werd opgelegd, opdat de overheid in voorkomend geval haar beslissing kan aanpassen;

11° in uiterst dringende gevallen rechtstreeks verslag uitbrengen aan de procureur des Konings en de bevoegde overheid daarvan in kennis stellen;

12° de betrokkene de reikwijdte van de wet uitleggen, het verband leggen met zijn visie van het strafbare feit en de context waarin het is gepleegd. De justitieassistenten geven de betrokkene ook uitleg over de lopende gerechtelijke procedure. In dat kader zal aandacht worden besteed aan de middelen die moeten worden aangewend met het oog op zijn re-integratie en met het oog op het voorkomen van recidive;

13° meewerken aan de invoering van een registratiemodel zoals bedoeld in de memorie van toelichting bij dit samenwerkingsakkoord.

Artikel 7

Een begeleidingscomité zal de toepassing van dit samenwerkingsakkoord aan een jaarlijkse evaluatie onderwerpen. Dit comité zal negen leden tellen, waarvan er drie worden aangeduid door de minister van Justitie, drie door de minister van Justitiehuizen en drie door de Waalse minister van Gezondheid. Voor elk lid worden ook een of twee plaatsvervangers aangeduid. Er wordt een roterend voorzitterschap en secretariaat georganiseerd. De organisatiemodaliteiten worden overgelaten aan het oordeel van de begeleidingscomité, dat ze aldus opstelt in het kader van zijn huishoudelijk reglement, dat door het comité wordt opgemaakt tijdens de eerste vergadering.

Dit comité stelt binnen een termijn van maximaal drie maanden na de ontvangst van de in artikel 4 en 5 bedoelde jaarverslag een verslag op voor de minister van Justitie, de minister van Justitiehuizen en de Waalse minister van Gezondheid.

Dit comité geeft op eigen initiatief of op verzoek van een betrokken minister advies aan de betrokken ministers over de toepassing van het samenwerkingsakkoord. Indien het begeleidingscomité een advies formuleert aan een minister die betrokken is bij het samenwerkingsakkoord, verbindt het begeleidingscomité zich ertoe vooraf de Brusselse, Vlaamse en Duitstalige begeleidingscomités te raadplegen.

Artikel 8

In geval van meningsverschillen over de toepassing van dit samenwerkingsakkoord zullen de geschillen worden voorgelegd aan een verzoeningscommissie die bestaat uit de leidende ambtenaren van het directoraat-generaal Penitentiaire Inrichtingen, het directoraat-generaal Rechterlijke Organisatie, de *Administration générale des Maisons de Justice* en het *Direction générale de l'Action sociale et de la Santé* of hun vertegenwoordigers.

Artikel 9

Dit samenwerkingsakkoord wordt afgesloten voor een periode van drie jaar. Het wordt jaarlijks verlengd tenzij het drie maanden voor het einde van de beoogde periode op grond van de evaluatie van het begeleidingscomité wordt beëindigd.

Artikel 10

Dit samenwerkingsakkoord treedt tien dagen na de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad van de wet en het decreet houdende instemming met dit akkoord, in werking.

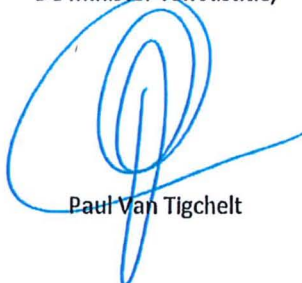
Artikel 11

Bij de inwerkingtreding van dit samenwerkingsakkoord wordt het samenwerkingsakkoord van 8 oktober 1998 tussen de Federale Staat en het Waalse Gewest betreffende de begeleiding en de behandeling van daders van seksueel misbruik opgeheven.

Gedaan te Brussel in drie originele exemplaren, waarvan een voor de Federale Staat, een voor de Franse Gemeenschap en een voor het Waalse Gewest, op ...

Voor de Federale Staat:

De minister van Justitie,



Paul Van Tigchelt

Voor het Waalse Gewest:

De minister-president,



Elio Di Rupo

Versie 6 november 2023

De minister van Gezondheid,



Christie Morreale

Voor de Franse Gemeenschap:

De minister-president,



Pierre-Yves Jeholet

De minister van Justitiehuizen,



Françoise Bertieaux

Accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Communauté française et la Région wallonne relatif à la guidance et au traitement des auteurs d'infractions à caractère sexuel

Exposé des motifs

Depuis la sixième réforme de l'Etat, les accords de coopération relatifs à la guidance et au traitement des auteurs d'infractions à caractère sexuel (AICS), dans leur version actuelle, ne sont plus adaptés à la nouvelle réalité institutionnelle.

L'objectif premier de ces accords de coopération était de donner un contenu aux dispositions introduites par la loi du 13 avril 1995 relative aux abus sexuels à l'égard des mineurs en vue de la prévention de la récidive. Dans un premier temps, le champ d'application de la loi du 13 avril 1995 était limité à la libération conditionnelle et à la libération à l'essai des personnes condamnées ou internées pour des infractions à caractère sexuel commises au préjudice de mineurs. Par la suite, le choix a cependant été fait d'étendre le champ d'application des accords de coopération, tant du point de vue des cadres légaux (il n'est plus limité à la libération conditionnelle ou à l'essai) que des infractions visées (tous les AICS et donc sans limitation à l'abus envers des mineurs).

A ce jour, de nombreuses évolutions législatives intégrant de nouveaux cadres légaux nécessitent l'adaptation de ces accords de coopération.

D'autre part, il est nécessaire de prendre en compte l'implication de la sixième réforme de l'Etat, entrée en vigueur le 1er juillet 2014 qui a entraîné le transfert des maisons de justice de l'Etat fédéral vers les Communautés. La Communauté française devient donc de facto un partenaire essentiel vu le rôle central donné aux assistants de justice dans le dispositif mis en place par les accords.

L'objectif général du Ministre de la Justice est de faire respecter et d'appliquer la loi, de prévenir la récidive et de promouvoir l'(a) (ré)insertion du délinquant dans la société tout en évitant la stigmatisation.

L'objectif général du Ministre wallon de la Santé est de promouvoir le bien-être, la santé et l'épanouissement harmonieux des personnes et d'éviter qu'il y soit porté atteinte.

L'objectif général du Ministre des Maisons de justice est d'assurer l'accompagnement des auteurs d'infractions à caractère sexuel dans le cadre des mandats confiés par les autorités judiciaires.

Cet accord de coopération se fonde sur une concertation et un consensus à propos du groupe-cible, de l'organisation, et des moyens. Cette coopération tient compte de la répartition des tâches en fonction des compétences spécifiques des parties concernées.

La collaboration entre les services compétents du Ministre de la Justice, du Ministre des Maisons de justice et du Ministre wallon de la Santé, déjà effective sur le terrain est formalisée et structurée. Elle répond à un besoin de transversalité entre les différents services concernés.

L'obligation de moyens cadre les missions et les responsabilités des parties vis-à-vis de la personne prise en charge. Afin que la coopération puisse se dérouler de façon optimale, chaque partie est au courant des droits et des responsabilités de chacun. Le choix du terme « d'obligation de moyens » réfère à l'engagement de chacune des parties de tout mettre en œuvre en vue de promouvoir l'(a) (ré)insertion sociale de l'intéressé et de prévenir la répétition d'actes délictueux dont l'abus sexuel. Ces parties ne peuvent pas garantir le résultat de leur action (contrairement à l'obligation de résultat).

En vue de l'exécution d'études scientifiques et de l'évaluation de la politique préventive, il est souhaitable que les équipes spécialisées à l'intérieur et à l'extérieur des établissements pénitentiaires collaborent à un modèle d'enregistrement des données relatives à la guidance et au traitement psychologique et social des AICS. A cette fin, un réseau composé d'équipes spécialisées se concertera et établira, en collaboration avec les centres d'appui, un modèle d'enregistrement et une méthode générale d'évaluation axée spécifiquement sur les auteurs d'infractions à caractère sexuel. Les modalités pratiques et éthiques seront élaborées en conformité avec la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel et approuvées par la Comité d'accompagnement décrite à l'article 7 de l'accord de coopération.

La coopération vise en particulier l'application de la loi du 13 avril 1995 relative aux abus sexuels à l'égard des mineurs mais également les dispositions inscrites dans la loi du 17 mai 2006 'relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine', la loi du 5 mai 2014 relative à l'internement, la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation, la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive, l'article 216ter du Code d'Instruction criminelle concernant la procédure de médiation et mesures, le décret de la Communauté française du 14 mars 2019 relatif à la prise en charge en Centre communautaire des jeunes ayant fait l'objet d'un dessaisissement, l'article 37 octies portant sur la peine de probation autonome.

Article 2.

On entend par auteur d'infractions à caractère sexuel toute personne ayant enfreint les articles 417/7 à 417/22, 417/24 à 417/41, 417/44 à 417/47 et 417/51 à 417/54 du Code pénal ou soupçonnés d'avoir commis un ou des actes couverts par ces articles.

Aperçu des différents cadres légaux.

1. Loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine

1.1 Libération conditionnelle

La libération conditionnelle est un mode d'exécution d'une peine privative de liberté par lequel le juge d'application des peines (JAP) ou le tribunal de l'application des peines (TAP) accorde à un condamné de subir sa peine en dehors de la prison moyennant le respect des conditions durant un délai déterminé. Six mois avant que le condamné se trouve dans les conditions de temps déterminées par l'article 25, § 1er ou § 2, le directeur l'informe par écrit de la possibilité de demander une libération conditionnelle. Dès ce moment, le condamné peut introduire une demande écrite d'octroi d'une libération conditionnelle. Une fois la procédure introduite, la direction dispose d'un délai de deux mois pour émettre la demande de libération conditionnelle comprenant l'avis motivé d'un service spécialisé dans l'expertise diagnostique des délinquants sexuels pour les condamnés subissant une peine pour des faits de mœurs, avec une appréciation de la nécessité d'imposer un traitement.

Le JAP ou le TAP octroie la libération conditionnelle s'il constate, à la lecture des différents rapports dont il dispose, que les conditions prévues par la loi sont remplies. En cas de décision d'octroi, le juge ou le tribunal mentionne dans son jugement la liste des conditions qui assortissent la libération du condamné. Il peut imposer le suivi d'une guidance ou un traitement par un service spécialisé dans la guidance ou le traitement des auteurs d'infractions à caractère sexuel. Il fixe également la durée de cette guidance ou de ce traitement.

Un assistant de justice est alors désigné et est chargé de contrôler le respect des conditions imposées et de faire régulièrement rapport au juge ou au tribunal de la manière dont se déroule la mesure de libération conditionnelle.

1.2 Détention limitée

La détention limitée permet à une personne condamnée à une peine de prison de quitter de manière régulière la prison pour une durée de maximum 16 heures par jour. Elle peut être accordée par le JAP ou le TAP au condamné afin de défendre ses intérêts professionnels, de formation ou familiaux qui nécessitent sa présence hors de la prison.

La détention limitée peut être accordée au condamné qui se trouve, à six mois près, dans les conditions de temps pour l'octroi de la libération conditionnelle et, pour autant, qu'il n'existe pas de contre-indications dans le chef du condamné.

Lorsqu'une détention limitée est accordée à la personne condamnée, le JAP ou le TAP envoie le jugement à la maison de justice compétente afin qu'un assistant de justice soit désigné pour assurer l'accompagnement judiciaire. Lors du premier entretien, l'assistant de justice expliquera le cadre de la mesure de détention limitée et établira avec la personne l'horaire à respecter sur base des conditions imposées par le JAP ou le TAP. L'horaire comprend les heures à l'extérieur de la prison et celles à l'intérieur. La personne en détention limitée peut bénéficier de congés pénitentiaires si elle en a fait la demande et que le JAP ou le TAP les accorde. Celui-ci fixe leur nombre et leur fréquence. Tout au long de la détention limitée, des entretiens réguliers sont fixés avec l'assistant de justice afin de donner les informations relatives à la mise en place des conditions et d'apporter le soutien nécessaire dans l'accomplissement des démarches à effectuer. Il vérifie également le respect des conditions et informe régulièrement le JAP ou le TAP du déroulement de la mesure de détention limitée.

1.3 Surveillance électronique

La surveillance électronique permet d'exécuter en totalité ou en partie une peine privative de liberté en dehors de la prison. La personne est soumise à un horaire établi par l'assistant de justice/la direction de la surveillance électronique. Son respect est contrôlé entre autres via des moyens électroniques.

La surveillance électronique peut être accordée au condamné qui se trouve, à six mois près, dans les conditions de temps pour l'octroi de la libération conditionnelle et, pour autant, qu'il n'existe pas de contre-indications dans le chef du condamné.

Tout au long de la surveillance électronique, des entretiens réguliers sont fixés avec l'assistant de justice ou sont mis en place par la direction de la surveillance électronique afin de donner les informations relatives à la mise en place des conditions et d'apporter le soutien nécessaire pour

l'accomplissement des démarches à effectuer et pour le respect du programme-horaire. L'assistant de justice/la direction de la surveillance électronique vérifient également le respect des conditions générales et/ou particulières et informe régulièrement le JAP ou le TAP du déroulement de la mesure de surveillance électronique.

1.4 Libération provisoire des condamnés pour raisons médicales

La libération provisoire pour raisons médicales est décidée par le JAP. Elle prévoit la suspension de l'exécution de la peine privative de liberté. Le JAP peut accorder une libération provisoire pour raisons médicales au condamné pour lequel il est établi qu'il se trouve en phase terminale d'une maladie incurable ou que sa détention est devenue incompatible avec son état de santé.

Le JAP assortit la décision d'octroi d'une libération provisoire pour raisons médicales de la condition générale que le condamné ne peut pas commettre de nouvelles infractions. Il peut également fixer des conditions particulières, dans ce cas, la guidance est confiée à un assistant de justice.

1.5 Mise en liberté provisoire en vue de l'éloignement du territoire ou de la remise pour les condamnés à maximum 3 ans de peine effective

Cette modalité d'exécution de la peine s'applique aux étrangers condamnés qui ne possèdent pas de titre de séjour valable ou de titre de séjour non encore échu ni de permis d'établissement. Elle s'applique aussi à ceux qui font l'objet d'une demande d'extradition ou de remise. Elle peut être octroyée par le JAP ou le TAP pour autant que le condamné ait subi un tiers de ses peines et qu'il n'existe pas de contre-indications dans le chef de celui-ci.

Six mois avant que le condamné ne se trouve dans les conditions de temps, le directeur de la prison l'informe par écrit sur la possibilité de demander une mise en liberté provisoire en vue de l'éloignement du territoire ou de la remise. Dès ce moment, le condamné peut introduire une demande écrite d'octroi d'une mise en liberté provisoire en vue de l'éloignement du territoire ou de la remise auprès du greffe de la prison. Le directeur de la prison rend un avis au plus tard dans les quatre mois de la réception de la demande écrite.

2. Loi du 5 mai 2014 relative à l'internement

L'internement des personnes atteintes d'un trouble mental qui abolit ou altère gravement leur capacité de discernement ou de contrôle de leurs actes est une mesure de sûreté destinée à la fois à protéger la société et à faire en sorte que les soins requis par l'état de santé de la personne internée lui soient dispensés en vue de sa réinsertion dans la société. Désormais, seuls les faits ayant provoqué une atteinte à l'intégrité physique ou psychique d'un tiers peuvent mener à une décision d'internement.

L'article 2 de la loi dispose que la personne internée se verra proposer les soins dont elle a besoin pour mener une vie conforme à la dignité humaine. Les soins dispensés doivent permettre à la personne internée de se réinsérer le mieux possible dans la société et doivent être donnés, dans la mesure du possible, par le biais d'un trajet de soins sur mesure de manière à être adaptés à la personne internée.

L'article 5 de la loi précise, quant à lui, que le juge d'instruction ainsi que les juridictions d'instruction ou de jugement ordonnent une expertise psychiatrique médico-légale afin d'établir, si, dans le cas où la prévention porterait sur des faits visés aux articles 417/7 à 417/22, 417/24 à 417/41, 417/44 à

417/47 et 417/51 à 417/54 du Code pénal, commis sur des mineurs ou avec leur participation, il est nécessaire d'imposer une guidance ou un traitement spécialisé.

Après que le tribunal correctionnel, la cour d'assises ou la chambre du conseil a décidé d'un internement, la chambre de protection sociale s'occupe de la mise en œuvre de cette décision. La chambre de protection sociale est une chambre spécialisée du TAP qui va décider soit du placement en institution (et alors du choix de l'institution), soit de l'octroi d'une modalité d'exécution de l'internement.

La loi prévoit différentes modalités d'exécution de l'internement : la libération à l'essai, la détention limitée et la surveillance électronique. La libération à l'essai est une modalité d'exécution de la décision d'internement par laquelle la personne internée subit la mesure de sûreté qui lui a été imposée dans le cadre d'un trajet de soins résidentiel ou ambulatoire, moyennant le respect des conditions qui lui sont imposées pendant le délai d'épreuve. La détention limitée permet à la personne internée de quitter, de manière régulière, l'établissement ou la prison pour une durée maximum de seize heures par jour. Elle peut être accordée à la personne internée afin de défendre des intérêts thérapeutiques, professionnels, de formation ou familiaux qui requièrent sa présence hors de l'établissement. La surveillance électronique est une modalité d'exécution d'une décision d'internement par laquelle la personne internée subit la mesure de sûreté qui lui a été imposée en dehors de l'établissement, selon un plan d'exécution déterminé, dont le respect est contrôlé notamment par des moyens électroniques.

Pour la mise en place de ces trois modalités d'exécution de l'internement, un assistant de justice est mandaté pour le suivi de la personne internée. La mission de celui-ci est d'assurer une guidance à l'égard du justiciable dans le but d'éviter la récidive et de soutenir la réinsertion sociale de ce dernier. Le travail de l'assistant de justice est double : il aide le justiciable à respecter ses conditions et il en vérifie le respect. Tout au long de la guidance, une attention particulière est portée sur la continuité ou la mise en place du trajet de soins à la lumière de la philosophie de la loi. Pour ce faire, l'assistant de justice collabore avec le réseau de soins en santé mentale.

La personne ou le service qui accepte la mission de guidance ou de traitement de l'intéressé adresse à l'assistant de justice, dans le mois de l'octroi de la modalité et chaque fois que cette personne ou ce service l'estime utile, à la demande de la chambre de protection sociale et au moins une fois tous les six mois, un rapport de suivi sur la guidance ou le traitement. Ce rapport porte sur les points suivants: les présences effectives de l'intéressé aux consultations proposées, ses absences injustifiées, la cessation unilatérale de la guidance ou du traitement par l'intéressé, les difficultés survenues dans la mise en œuvre de ceux-ci et les situations comportant un risque sérieux pour les tiers.

3. Loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation

En vertu de cette loi, le juge peut éviter de prononcer une peine d'emprisonnement effectif par le biais de la suspension du prononcé de la condamnation. Il peut également, en cas de condamnation, décider du sursis à l'exécution de la peine. Ces mesures peuvent s'accompagner de conditions particulières pour une période d'un à cinq ans (on parle alors de « suspension » ou de « sursis probatoires »).

A la requête de l'inculpé ou avec son accord, le magistrat peut faire procéder, par un assistant de justice, à une enquête sociale sur son comportement et son milieu.

La commission de probation du domicile de l'intéressé veille à l'exécution de la mesure de suspension ou de sursis probatoire prononcée par la juridiction. Il existe une commission de probation dans chaque arrondissement judiciaire. Elle mandate l'assistant de justice pour le suivi de la mesure de suspension ou de sursis probatoire. Ce dernier adresse rapport à la commission de probation dans le mois qui suit sa désignation, chaque fois qu'il l'estime utile ou à la demande de la commission de probation, et au moins une fois tous les 6 mois.

Si l'intéressé est condamné pour un/des faits commis sur des mineurs ou avec leur participation, les juridictions compétentes prennent, avant d'ordonner une mesure probatoire, l'avis motivé d'un service spécialisé dans la guidance ou le traitement des délinquants sexuels.

Lorsque la suspension du prononcé de la condamnation ou le sursis à l'exécution de la peine est subordonné à une mesure de probation consistant dans le suivi d'une guidance ou d'un traitement, la commission de probation, après avoir, le cas échéant, pris connaissance de l'avis motivé ci-dessus, invite l'intéressé à choisir un service agréé et spécialisé dans la prise en charge des AICS qui devra adresser un rapport de suivi sur la guidance ou le traitement chaque fois que ce service ou cette personne l'estime utile, ou sur invitation de la commission, et au moins une fois tous les six mois. Le rapport porte sur les points suivants : les présences effectives de l'intéressé aux consultations proposées, les absences injustifiées, la cessation unilatérale de la guidance ou du traitement par la personne concernée, les difficultés survenues dans la mise en œuvre de ceux-ci et les situations comportant un risque sérieux pour les tiers.

4. Loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive : Libération sous conditions

Dans les cas où la détention préventive peut être ordonnée ou maintenue dans les conditions prévues à l'article 16, § 1^{er} de la loi du 20 juillet 1990, le juge d'instruction peut, d'office, sur réquisition du ministère public ou à la demande de l'inculpé, laisser l'intéressé en liberté en lui imposant de respecter une ou plusieurs conditions, pendant le temps qu'il détermine et pour un maximum de trois mois comme par exemple interdire à l'intéressé d'exercer une activité qui le mettrait en contact avec des mineurs. En vue de la détermination des conditions, le juge d'instruction peut faire procéder par un assistant de justice à une enquête sociale ou un rapport d'information succinct. Le juge arrête les conditions à imposer. Si celles-ci prévoient le suivi d'une guidance ou d'un traitement, le juge d'instruction ou la juridiction d'instruction ou de jugement, invite l'inculpé à choisir une personne compétente ou un service compétent. Ce choix est soumis à l'accord du juge ou de la juridiction. Ladite personne ou ledit service qui accepte la mission, adresse au juge ou à la juridiction et à l'assistant de justice qui est chargé du soutien au respect des conditions et à leur vérification, dans le mois qui suit la libération, et chaque fois que cette personne ou ce service l'estime utile, ou sur l'invitation du juge ou de la juridiction, et au moins une fois tous les deux mois, un rapport de suivi sur la guidance ou le traitement. Le service compétent ou la personne compétente est tenu d'informer le juge ou la juridiction de l'interruption de la guidance ou du traitement.

5. Article 216ter du Code d'instruction criminelle relatif à l'extinction de l'action publique moyennant l'exécution de mesures et le respect de conditions

Cette loi remplace le terme « la médiation pénale » par « l'extinction de l'action publique moyennant l'exécution de mesures et le respect de conditions » (en abrégé EAEMC). Dans le langage quotidien, on parle de « procédure médiation et mesures ». Il s'agit d'une alternative aux poursuites qui peut être

proposée à tous les stades de la procédure judiciaire lorsque le fait commis ne peut être puni d'un emprisonnement de plus de deux ans. L'objectif visé est la réparation du dommage causé que ce soit vis-à-vis d'une victime identifiée ou vis-à-vis de la société dans son ensemble.

C'est le procureur du Roi qui décide ou non d'orienter un dossier vers la « procédure médiation et mesures ».

Le procureur du Roi peut notamment inviter le suspect, à condition que ce dernier reconnaisse, le cas échéant, sa responsabilité civile dans le fait, à suivre un traitement médical ou toute autre thérapie adéquate pour une période qui ne peut excéder un an. Si le suspect consent aux conditions proposées, le procureur du Roi communique sa décision d'exécution à la maison de justice de la résidence du suspect qui désigne alors sans délai un assistant de justice qui sera chargé de l'élaboration et du suivi des mesures. Le suspect et l'assistant de justice élaborent une proposition visant à donner un contenu concret aux mesures et conditions proposées, laquelle est fixée dans une convention acceptée et signée par le suspect.

Si le procureur du Roi marque son accord sur la convention, il la signe également. L'assistant de justice est en charge du suivi et du contrôle de l'exécution des mesures. Si la personne concernée satisfait aux conditions imposées et a respecté ses engagements, le procureur du Roi constate l'extinction de l'action publique pour les faits traités dans le cadre de cette procédure et il n'y aura pas de poursuites devant un tribunal pour ces faits. L'infraction n'est pas inscrite au casier judiciaire. Si la procédure n'aboutit pas ou est interrompue, le procureur Roi décide des suites à donner au dossier.

Conformément à la COL 01/21¹ relative à l'extinction de l'action publique moyennant l'exécution de mesures et le respect de conditions, cette mesure s'indique lorsqu'un lien causal peut être démontré entre le comportement infractionnel, d'une part, et une ou plusieurs autres situations problématiques dans la vie de la personne concernée, d'autre part. Si l'infraction dans le cadre de laquelle la procédure est engagée est à caractère sexuel, il convient d'imposer systématiquement un traitement thérapeutique (ou une formation) axé spécifiquement sur la problématique en question. La thérapie n'implique pas une obligation de résultat. Néanmoins, le suspect est tenu de respecter les accords conclus et de mettre tout en œuvre pour suivre le traitement.

6. Circulaire ministérielle du 15 juillet 2015 relative à la libération provisoire

La libération provisoire est octroyée au condamné qui subit une ou plusieurs peine(s) d'emprisonnement dont la partie exécutoire n'excède pas trois ans d'emprisonnement. Pour les condamnés définitifs qui subissent au moins une condamnation pour des faits visés aux articles 417/7 à 417/22, 417/24 à 417/41, 417/44 à 417/47 et 417/51 à 417/54 du Code pénal s'ils ont été commis à l'égard de mineurs ou avec leur participation, la libération provisoire peut être accordée dès l'instant où le condamné satisfait aux conditions de temps prévues dans la circulaire et pour autant qu'il n'existe pas dans le chef du condamné de contre-indications.

Dès que la situation légale est définitive, le directeur rassemble les informations qu'il juge nécessaires et les informations relatives à la victime. Pour les condamnés dont le total des peines d'emprisonnement principal en exécution n'excède pas 1 an, le directeur peut demander au SPS de rédiger un avis. Cet avis est orienté sur la problématique révélée par le type d'infraction et sur les points d'attention particuliers qui devraient le cas échéant être travaillés en guidance dans un objectif

¹ Circulaire commune du Ministre de la Justice, des ministres des entités fédérées et du Collège des procureurs généraux près les cours d'appel.

de limiter la récidive et dans l'intérêt des victimes. Pour les condamnés dont le total des peines d'emprisonnement principal en exécution excède 1 an, le SPS rédige un avis spécialisé et propose une guidance lorsqu'il l'estime nécessaire et prépare celle-ci. Le directeur transmet alors la proposition à la Direction gestion de la détention qui prend une décision motivée quant à l'octroi ou non de la libération provisoire. Des conditions particulières individualisées (par exemple, suivre un traitement) peuvent être imposées si elles sont absolument nécessaires pour limiter le risque de récidive ou si elles sont nécessaires dans l'intérêt de la victime. Le directeur remet une copie de la décision au détenu, lui en explique le contenu et les conséquences, la lui fait signer pour réception et, si des conditions sont imposées, également pour accord. S'il refuse les conditions, la libération n'est pas octroyée. Lorsque la décision de libération provisoire est exécutée, un assistant de justice est désigné pour le suivi. Lorsque des conditions particulières ont été imposées, la guidance sera d'une durée égale à la durée de la peine privative de liberté que le condamné devait encore subir (restant de la peine) au jour de la mise en liberté, avec un minimum d'un an.

7. Code pénal

7.1. Mise à disposition du tribunal d'application des peines

En vertu de l'article 34 bis, 34 ter et 34 quater du Code pénal, la mise à la disposition du TAP est définie comme une peine complémentaire qui doit ou peut être prononcée dans les cas prévus par la loi aux fins de protection de la société à l'égard de personnes ayant commis certains faits graves portant atteinte à l'intégrité de personnes. Cette peine complémentaire prend cours à l'expiration de l'emprisonnement principal ou de la réclusion et peut être prononcée pour une période de cinq ans minimum et de quinze ans maximum, dans le cadre notamment des condamnations sur la base des articles 417/7, 417/10, 417/11, 417/13 à 417/22 du Code pénal. Si le condamné est en détention, le directeur de l'établissement pénitentiaire rend un avis motivé relatif à la privation de liberté ou à la libération sous surveillance au plus tard quatre mois avant l'expiration de la peine où il mentionne les conditions particulières qu'il estime nécessaires d'imposer au condamné. Selon l'article 95/3 de la loi du 17 mai 2006, si le condamné subit une peine pour des faits visés aux articles 417/7 à 417/22, 417/24 à 417/41, 417/44 à 417/47 et 417/51 à 417/54 et 433quater1 à 433quater 7 du Code pénal s'ils ont été commis sur la personne de mineurs ou avec leur participation, l'avis doit être accompagné d'un avis motivé d'un service spécialisé dans l'expertise diagnostique des délinquants sexuels. Cet avis contient une appréciation de la nécessité d'imposer un traitement. Par ailleurs, dans le cas où le condamné est mis à la disposition du TAP pour un des faits visés aux articles 417/7, 417/10, 417/11, 417/13 à 417/22 du Code pénal, le tribunal de l'application des peines peut assortir la libération sous surveillance de la condition de suivre une guidance ou un traitement auprès d'un service spécialisé dans la guidance ou le traitement des AICS. Le TAP fixe la durée de la période pendant laquelle le condamné devra suivre cette guidance ou ce traitement.

7.2. Peine de probation autonome

En vertu de l'article 37octies du Code pénal, lorsqu'un fait est de nature à entraîner une peine de police ou une peine correctionnelle, le juge peut condamner, à titre de peine principale, à une peine de probation autonome. Une peine de probation autonome consiste en l'obligation de respecter des conditions particulières durant une période déterminée, fixée par le juge. La durée de cette peine ne peut être inférieure à six mois ni supérieure à deux ans. Le juge peut donner des indications concernant le contenu de la peine de probation autonome. La personne condamnée est soumise à

une guidance judiciaire exercée par un assistant de justice de l'arrondissement judiciaire du lieu de sa résidence.

Le juge prévoit, dans les limites des peines prévues pour l'infraction et par la loi en fonction de sa saisine, une peine d'emprisonnement ou une amende qui peut être applicable en cas de non-exécution de la peine de probation autonome. Cette peine ne peut être prononcée pour les faits qui seraient punissables, s'ils n'étaient transmués en délits, d'une peine maximale supérieure à vingt ans de réclusion pour les faits visés aux articles 417/12 à 417/22 et des articles 417/25 à 417/41, 417/44 à 417/47, 417/52 et 417/54 si les faits ont été commis sur des mineurs ou à l'aide de mineurs du Code pénal.

L'exécution de la peine de probation autonome est contrôlée par la commission de probation du lieu de la résidence du condamné à laquelle l'assistant de justice fait rapport. Dans le mois qui suit la désignation de l'assistant de justice, et ensuite chaque fois que celui-ci l'estime utile ou chaque fois que la commission lui en fait la demande, et au moins tous les six mois, il fait rapport à la commission de probation sur le respect des conditions. Il propose, le cas échéant, les mesures qu'il juge utiles.

La commission de probation détermine le contenu concret de la peine de probation autonome, sur la base du rapport de l'assistant de justice qui a entendu le condamné et dans le respect des indications données par le juge. Le contenu concret de la peine de probation autonome est notifié dans une convention à signer par le condamné, dont l'assistant de justice lui remet une copie. L'assistant de justice communique également une copie de la convention signée à la commission de probation, dans un délai de trois jours ouvrables.

Si la commission de probation estime que la peine de probation autonome a été exécutée, elle peut décider que celle-ci prend fin, même si la période fixée par le juge n'a pas encore expiré.

En cas d'inexécution totale ou partielle de la peine de probation autonome, l'assistant de justice informe sans délai la commission de probation. Cette dernière convoque alors le condamné et rédige un rapport motivé en vue de l'application de la peine de substitution. Dans ce cas, le ministère public peut décider d'exécuter la peine d'emprisonnement ou l'amende prévue dans la décision judiciaire, et ce, en tenant compte de la peine de probation autonome qui a déjà été exécutée par le condamné.

8. Décret du 14 mars 2019 relatif à la prise en charge en Centre communautaire des jeunes ayant fait l'objet d'un dessaisissement

Le directeur du centre communautaire des jeunes ayant fait l'objet d'un dessaisissement est assimilé à un directeur de prison et, à ce titre, est habilité à solliciter un avis motivé d'un service spécialisé dans la guidance ou le traitement des délinquants sexuels.

Article 3

Les équipes psychosociales présentes dans chaque établissement pénitentiaire ou section de défense sociale sont spécialisées. Elles sont pluridisciplinaires et composées de psychiatre, psychologue, assistant social et d'un directeur de prison.

Les missions sont multiples et concernent essentiellement l'accueil, l'accompagnement, la gestion de crise et la formulation d'avis concernant les condamnés et internés et ce dans le cadre des modalités d'exécution de la peine et de l'internement à l'intention des autorités compétentes.

Il importe de sensibiliser l'AICS à sa problématique. Dans ce contexte, les équipes psychosociales sont chargées, dans le cadre de l'investigation psychosociale, de mettre en œuvre un accompagnement individuel intrapénitentiaire à visée préthérapeutique. Cet accompagnement est effectué en préparation à la guidance ou au traitement post-pénitentiaire organisés par les équipes de santé spécialisées.

Article 4

Le Ministre de la Justice s'engage à poursuivre le subventionnement du centre d'appui wallon. Une collaboration et un réseau de contacts entre les équipes spécialisées à l'intérieur et à l'extérieur des prisons sont ainsi essentiels. Le centre d'appui peut à ce titre jouer un rôle de soutien aussi bien en ce qui concerne la guidance et le traitement des cas individuels qu'en ce qui concerne l'approche globale et la méthodologie scientifique.

Par ailleurs, le centre d'appui peut également offrir une formation spécifique et mettre sa méthodologie à la disposition des centres/équipes spécialisés qui en font la demande.

Le centre d'appui accomplit également des missions d'avis et de traitement, fondement de la recherche scientifique.

Les AICS peuvent être également envoyés vers le centre d'appui en vue d'une guidance extra-pénitentiaire adaptée à leur problématique.

Article 5

Les équipes de santé spécialisées sont des équipes pluridisciplinaires externes spécialisées dans la guidance et le traitement extra-pénitentiaire ambulatoire et résidentiel des AICS organisées par le Ministre wallon de la Santé. Elles se composent de professionnels de la psychiatrie, de la psychologie, de la criminologie ou des sciences familiales, sexologiques ou sociales, y travaillant comme membres permanents ou consultants externes.

Les missions d'avis et les missions de guidance ou de traitement ne devraient pas être confiées, dans la mesure du possible, à une même personne afin d'éviter des conflits de compétences.

Il importe de soutenir le réseau d'équipes de santé spécialisées dans la prise en charge psychologique et sociale d'AICS en fonction de l'évolution des besoins. En cas de problèmes de comportement important, un traitement résidentiel peut s'avérer indiqué.

Signaler des situations présentant un risque sérieux pour des tiers n'entre pas en contradiction avec le principe du secret professionnel, pour autant que l'on puisse parler d'un état de nécessité où des valeurs (morales) supérieures, telle que la protection de la société, entrent en conflit avec l'obligation absolue de confidentialité (Cass. 13.5.1987). Le professionnel en charge du dossier doit évaluer le degré de gravité de cet état de nécessité. Il doit examiner deux intérêts contradictoires à savoir son secret professionnel et le danger pour des tiers. S'il estime qu'il existe une situation présentant un risque sérieux pour des tiers et que la prise en charge n'offre pas d'issue à cette situation, le professionnel en charge du dossier rédige un rapport à l'intention de l'autorité compétente (voir art. 1, 2° de l'accord de coopération) et en informe l'assistant de justice. Il incombe à la personne en charge du dossier de prendre des mesures en vue de la prévention de la récidive.

Les modalités de création de sections de soins dans des établissements psychiatriques existants, en vue d'une assistance résidentielle seront examinées par les autorités compétentes.

Article 6

Les assistants de justice sont chargés d'aider le justiciable à remplir les conditions imposées par l'autorité compétente. Ils en contrôlent le respect. Ils collaborent avec les différents acteurs concernés en vue d'une prise en charge coordonnée autour de l'AICS.

Outre les tâches habituelles des assistants de justice dans le cadre de leurs missions pénales, l'article 6 de l'accord de coopération leur confie un rôle central dans la communication entre les différents intervenants concernés. Ils occupent une position-clé en se situant entre les autorités judiciaires, les centres d'appui, les équipes de santé spécialisées ou le service de formation et la personne concernée.

Article 7

Un comité d'accompagnement soumettra l'application du présent accord de coopération à une évaluation annuelle. Ce comité sera composé de 9 membres dont 3 désignés par le Ministre de la Justice, 3 par le Ministre wallon de la Santé et 3 par le Ministre des Maisons de Justice. Pour chacun des membres, un ou deux suppléants seront également désignés. Une présidence et un secrétariat tournants seront organisés. Les modalités d'organisation sont laissées à l'appréciation du comité d'accompagnement qui les établit dans le cadre de son règlement d'ordre intérieur qu'il définit lors de sa première séance.

L'évaluation annuelle de cet accord de coopération doit permettre d'adapter les efforts entrepris dans la perspective d'une approche cohérente et coordonnée de la problématique des AICS. A cette fin, le comité d'accompagnement peut organiser un audit externe en vue d'une évaluation concrète du déroulement des prises en charge dans la pratique.

Pour l'Etat fédéral:

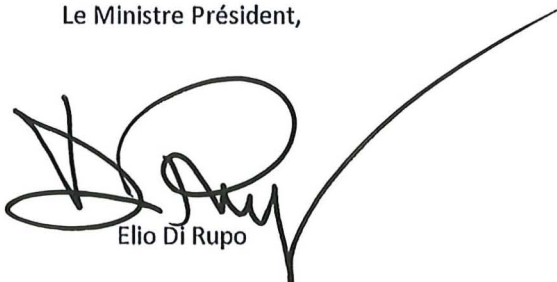
Le Ministre de la Justice,



Paul Van Tigchelt

Pour la Région wallonne:

Le Ministre Président,



Elio Di Rupo

La Ministre de la Santé,



Christie Morreale

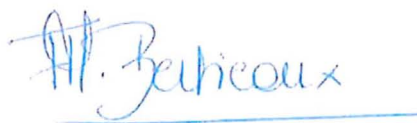
Pour la Communauté française:

Le Ministre-Président,



Pierre-Yves Jeholet

La Ministre des Maisons de Justice,



Françoise Bertieaux

Samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest
inzake de begeleiding en behandeling van daders van seksueel misbruik

Memorie van toelichting

Sinds de zesde staatshervorming zijn de samenwerkingsakkoorden inzake de begeleiding en behandeling van de daders van seksueel misbruik (DSM) in hun huidige versie niet meer aangepast aan de nieuwe institutionele realiteit.

De eerste doelstelling van die samenwerkingsakkoorden was een inhoud te geven aan de bepalingen ingevoerd bij de wet van 13 april 1995 betreffende seksueel misbruik ten aanzien van minderjarigen om recidive te voorkomen. In eerste instantie was het toepassingsgebied van de wet van 13 april 1995 beperkt tot de voorwaardelijke invrijheidstelling en de invrijheidstelling op proef van de personen veroordeeld of geïnterneerd voor misdrijven van seksueel misbruik gepleegd ten nadele van minderjarigen. Vervolgens werd echter de keuze gemaakt om het toepassingsgebied van de samenwerkingsakkoorden uit te breiden, zowel op het stuk van de wettelijke kaders (het is niet meer beperkt tot de voorwaardelijke invrijheidstelling of invrijheidstelling op proef) als de beoogde misdrijven (alle DSM's en dus niet beperkt tot misbruik jegens minderjarigen).

Tal van wetgevende evoluties die nieuwe wettelijke kaders integreren, vereisen nu de aanpassing van die samenwerkingsakkoorden.

Daarnaast moet er rekening worden gehouden met de gevolgen van de zesde staatshervorming, die op 1 juli 2014 in werking is getreden en heeft geleid tot de overheveling van de Justitiehuizen van de federale staat naar de gemeenschappen. De Franse Gemeenschap wordt dan ook de facto een wezenlijke partner gelet op de centrale rol die de Justitieassistenten krijgen in het systeem dat door de akkoorden wordt ingevoerd.

De algemene doelstelling van de minister van Justitie is de wet te doen naleven en toe te passen, de recidive te voorkomen en de (re-)integratie van de delinquent in de samenleving te bevorderen en tegelijk de stigmatisering te voorkomen.

De algemene doelstelling van de Waalse minister van Gezondheid is het welzijn, de gezondheid en de harmonische ontplooiing van de personen te bevorderen en te voorkomen dat daaraan afbreuk wordt gedaan.

De algemene doelstelling van de minister van Justitiehuizen is te zorgen voor de begeleiding van de daders van seksueel misbruik in het kader van de door de gerechtelijke overheden toevertrouwde mandaten.

Dit samenwerkingsakkoord is gebaseerd op een overleg en consensus met betrekking tot de doelgroep, organisatie en middelen. Die samenwerking houdt rekening met de verdeling van de taken op grond van de specifieke bevoegdheden van de betrokken partijen.

De samenwerking tussen de bevoegde diensten van de minister van Justitie, de minister van Justitiehuizen en de Waalse minister van Gezondheid die reeds bestaat in het veld, wordt geformaliseerd en gestructureerd. Ze beantwoordt aan een behoefte aan transversaliteit tussen de verschillende betrokken diensten.

De middelenverbintenis kadert de taken en verantwoordelijkheden van de partijen ten aanzien van de ten laste genomen persoon. Elke partij is op de hoogte van elkaars rechten en verantwoordelijkheden, zodat de samenwerking op optimale wijze kan gebeuren. De keuze voor de term "middelenverbintenis" verwijst naar het engagement van elk van de partijen om alles in het werk te stellen om de sociale (re-)integratie van de betrokkene te bevorderen en de herhaling van strafbare feiten, waaronder het seksueel misbruik, te voorkomen. Die partijen kunnen het resultaat van hun actie niet garanderen (in tegenstelling tot de resultaatsverbintenis).

Met het oog op het uitvoeren van wetenschappelijke studies en het evalueren van het preventief beleid is het wenselijk dat de gespecialiseerde teams binnen en buiten de penitentiaire inrichtingen samenwerken aan een model voor de registratie van de gegevens in verband met de begeleiding en psychologische en sociale behandeling van de DSM's. Daarom zal een netwerk van gespecialiseerde teams overleg plegen en in samenwerking met de steuncentra een registratiemodel en een algemene evaluatiemethode die specifiek gericht is op de daders van seksueel misbruik, vastleggen. De praktische en ethische nadere regels worden uitgewerkt in overeenstemming met de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens en goedgekeurd door het begeleidingscomité omschreven in artikel 7 van het samenwerkingsakkoord.

De samenwerking beoogt inzonderheid de toepassing van de wet van 13 april 1995 betreffende seksueel misbruik ten aanzien van minderjarigen, maar eveneens van de bepalingen opgenomen in de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten, de wet van 5 mei 2014 betreffende de internering, de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie, de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis, artikel 216ter van het Wetboek van Strafvordering betreffende de bemiddelingsprocedure en maatregelen, het decreet van de Franse Gemeenschap van 14 maart 2019 betreffende de opvang, in een "Centre communautaire" (Gemeenschappelijk centrum), van uithandengegeven jongeren, artikel 37octies van het Strafwetboek houdende de autonome probatiestraf.

Artikel 2

Onder dader van seksueel misbruik wordt verstaan iedere persoon die de artikelen 417/7 tot 417/22, 417/24 tot 417/41, 417/44 tot 417/47 en 417/51 tot 417/54 van het Strafwetboek heeft overtreden of ervan wordt verdacht een of meer van de daden vermeld in die artikelen te hebben gepleegd.

Overzicht van de verschillende wettelijke kaders.

1. Wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten

1.1. Voorwaardelijke invrijheidstelling

De voorwaardelijke invrijheidstelling is een uitvoeringsmodaliteit van een vrijheidsbenemende straf waarbij de strafuitvoeringsrechter (SUR) of de strafuitvoeringsrechtbank (SURB) toekent dat een veroordeelde zijn straf buiten de gevangenis ondergaat, mits naleving van de voorwaarden gedurende een bepaalde termijn. Zes maanden voordat de veroordeelde zich in de bij artikel 25, § 1 of § 2, bepaalde tijdsvoorwaarden bevindt, licht de directeur hem schriftelijk in over de mogelijkheid tot het aanvragen van een voorwaardelijke invrijheidstelling. De veroordeelde kan vanaf dat tijdstip een schriftelijk verzoek tot toekenning van een voorwaardelijke invrijheidstelling indienen. Na indiening van de procedure beschikt de directie over een termijn van twee maanden om het verzoek tot voorwaardelijke invrijheidstelling te formuleren, met inbegrip van het met redenen omkleed advies van een dienst die is gespecialiseerd in de diagnostische expertise van seksuele delinquenten voor de veroordeelden die een straf ondergaan voor zedenfeiten, waarin wordt beoordeeld of het noodzakelijk is om een behandeling op te leggen.

De SUR of de SURB kent de voorwaardelijke invrijheidstelling toe, indien hij na de lezing van de verschillende verslagen waarover hij beschikt, vaststelt dat de bij wet bepaalde voorwaarden zijn vervuld. In geval van beslissing tot toekenning vermeldt de rechter of de rechtbank in zijn vonnis de lijst van de voorwaarden die aan de voorwaardelijke invrijheidstelling verbonden zijn. Hij kan als voorwaarde opleggen dat een begeleiding of een behandeling moet worden gevolgd bij een dienst die gespecialiseerd is in de begeleiding of behandeling van daders van seksueel misbruik. Hij legt eveneens de duur van de begeleiding of behandeling vast.

Een justitieassistent wordt aangewezen die moet toezien op de naleving van de opgelegde voorwaarden en regelmatig aan de rechter of de rechtbank verslag moet uitbrengen over de wijze waarop de maatregel van voorwaardelijke invrijheidstelling verloopt.

1.2. Beperkte detentie

Beperkte detentie biedt een veroordeelde tot een gevangenisstraf de mogelijkheid de gevangenis op regelmatige wijze te verlaten gedurende maximum zestien uur per dag. De SUR of de SURB kan ze aan de veroordeelde toekennen om zijn professionele, opleidings- of familiale belangen te behartigen die zijn aanwezigheid buiten de gevangenis vereisen.

De beperkte detentie kan worden toegekend aan de veroordeelde die zich op zes maanden na in de tijdsvoorwaarden voor de toekenning van de voorwaardelijke invrijheidstelling bevindt en voor zover er in hoofde van de veroordeelde geen tegenaanwijzingen bestaan.

Wanneer een beperkte detentie wordt toegekend aan de veroordeelde zendt de SUR of de SURB het vonnis over aan het bevoegde justitiehuis, opdat een justitieassistent wordt aangewezen om te zorgen voor de justitiële begeleiding. Tijdens een eerste gesprek zal de justitieassistent het kader van de maatregel van beperkte detentie uitleggen en met de persoon de uurregeling vaststellen die op grond van de door de SUR of de SURB opgelegde voorwaarden moet worden nageleefd. De uurregeling omvat de uren buiten en binnen de gevangenis. De persoon in beperkte detentie kan gebruik maken van penitentialre verlopen indien hij daartoe een verzoek heeft ingediend en de SUR of de SURB die

toekent. Die laatste legt het aantal en de frequentie ervan vast. Voor de duur van de beperkte detentie worden regelmatige gesprekken vastgelegd met de justitieassistent om informatie te verstrekken over de invoering van de voorwaarden en om de vereiste ondersteuning te verlenen bij de verwezenlijking van de uit te voeren stappen. De justitieassistent controleert eveneens of de voorwaarden worden nageleefd en houdt de SUR of de SURB regelmatig op de hoogte van het verloop van de maatregel van beperkte detentie.

1.3. Elektronisch toezicht

Het elektronisch toezicht biedt de mogelijkheid om een vrijheidsbenemende straf gedeeltelijk of volledig buiten de gevangenis uit te zitten. De persoon is gebonden aan een uurregeling die de justitieassistent/de directie van het elektronisch toezicht heeft opgesteld. De naleving ervan wordt onder andere via elektronische middelen gecontroleerd.

Het elektronisch toezicht kan worden toegekend aan een veroordeelde die zich op zes maanden na in de tijdsvoorwaarden voor de toekenning van de voorwaardelijke invrijheidstelling bevindt en voor zover er in hoofde van de veroordeelde geen tegenaanwijzingen bestaan.

Voor de duur van het elektronisch toezicht worden regelmatige gesprekken vastgelegd met de justitieassistent of de directie van het elektronisch toezicht om informatie te geven over de invoering van de voorwaarden en om de vereiste ondersteuning te verlenen bij de verwezenlijking van de uit te voeren stappen en de naleving van het uurrooster. De justitieassistent/directie van het elektronisch toezicht controleert eveneens of de algemene of bijzondere voorwaarden worden nageleefd en houdt de SUR of de SURB regelmatig op de hoogte van het verloop van de maatregel van elektronisch toezicht.

1.4. Voorlopige invrijheidstelling van veroordeelden om medische redenen

Over de voorlopige invrijheidstelling om medische redenen wordt door de SUR beslist. Deze invrijheidstelling houdt in dat de tenuitvoerlegging van de vrijheidsstraf wordt opgeschort. De SUR kan aan de veroordeelde bij wie is vastgesteld dat hij zich in de terminale fase van een ongeneeslijke ziekte bevindt of bij wie is vastgesteld dat zijn detentie onverenigbaar is met zijn gezondheidstoestand, een voorlopige invrijheidstelling om medische redenen toekennen.

De SUR verbindt aan de beslissing tot toekenning van een voorlopige invrijheidstelling om medische redenen de algemene voorwaarde dat de veroordeelde geen nieuwe strafbare feiten mag plegen. Hij kan ook bijzondere voorwaarden bepalen; de begeleiding wordt in dat geval toevertrouwd aan een justitieassistent.

1.5. Voorlopige invrijheidstelling met het oog op verwijdering van het grondgebied of met het oog op overlevering voor personen die veroordeeld zijn tot maximaal drie jaar effectieve straf

Deze strafuitvoeringsmodaliteit is van toepassing op veroordeelde vreemdelingen die ofwel niet in het bezit zijn van een geldige verblijfsvergunning ofwel in het bezit zijn van een nog niet vervallen verblijfsvergunning of een vergunning om zich te vestigen. Ze is ook van toepassing op de veroordeelde vreemdelingen die het voorwerp uitmaken van een verzoek tot uitlevering of overlevering. Ze kan worden toegekend door de SUR of de SURB voor zover de veroordeelde een derde van zijn straffen heeft ondergaan en er in zijn hoofde geen tegenaanwijzingen bestaan.

Zes maanden voordat de veroordeelde zich in de tijdsvoorwaarden bevindt, licht de directeur van de gevangenis hem schriftelijk in over de mogelijkheid tot het aanvragen van een voorlopige invrijheidstelling met het oog op verwijdering van het grondgebied of met het oog op overlevering. De veroordeelde kan vanaf dat moment een schriftelijk verzoek tot toekenning van een voorlopige invrijheidstelling met het oog op verwijdering van het grondgebied of met het oog op overlevering indienen bij de griffie van de gevangenis. De directeur van de gevangenis brengt ten laatste vier maanden na de ontvangst van het schriftelijk verzoek een advies uit.

2. Wet van 5 mei 2014 betreffende de internering

De internering van personen die aan een geestesstoornis lijden die hun oordeelsvermogen of de controle over hun daden tenietdoet of ernstig aantast is een veiligheidsmaatregel die er tegelijkertijd toe strekt de maatschappij te beschermen en ervoor te zorgen dat aan de geïnterneerde persoon de zorg wordt verstrekt die zijn toestand verlost met het oog op zijn re-integratie in de maatschappij. Enkel feiten die een aantasting van de fysieke of psychische integriteit van een derde hebben veroorzaakt, kunnen thans leiden tot een beslissing tot internering.

In artikel 2 van de wet is bepaald dat de geïnterneerde persoon de nodige zorg zal worden aangeboden om een menswaardig leven te leiden. De zorg moet gericht zijn op een maximaal haalbare vorm van maatschappelijke re-integratie en moet in de mate van het mogelijke worden verleend via een zorgtraject waarin aan de geïnterneerde persoon zorg op maat wordt geboden.

In artikel 5 van de wet is bepaald dat de onderzoeksrechter of de onderzoeks- of vonnisgerechten een forensisch psychiatrisch deskundigenonderzoek bevelen teneinde na te gaan of desgevallend, indien de tenlastelegging betrekking heeft op de in de artikelen 417/7 tot 417/22, 417/24 tot 417/41, 417/44 tot 417/47 en 417/51 tot 417/54 van het Strafwetboek bedoelde feiten, gepleegd op minderjarigen of met hun deelneming, de noodzaak bestaat om een gespecialiseerde begeleiding of behandeling op te leggen.

Nadat de correctionele rechtbank, het hof van assisen of de raadkamer heeft beslist tot internering, zorgt de kamer voor de bescherming van de maatschappij voor de tenuitvoerlegging van die beslissing. De kamer voor de bescherming van de maatschappij is een gespecialiseerde kamer van de SURB die zal beslissen of er wordt overgegaan tot plaatsing in een instelling (en in welke instelling) of tot toekenning van een modaliteit van uitvoering van de internering.

De wet voorziet in verschillende modaliteiten van uitvoering van de internering: de invrijheidstelling op proef, de beperkte detentie en het elektronisch toezicht. De invrijheidstelling op proef is een modaliteit van uitvoering van de beslissing tot internering waardoor de geïnterneerde persoon de hem opgelegde veiligheidsmaatregel ondergaat in een residentieel of ambulant zorgtraject mits hij de voorwaarden naleeft die hem gedurende de proeftermijn worden opgelegd. Beperkte detentie biedt de geïnterneerde persoon de mogelijkheid om op regelmatige wijze de inrichting of de gevangenis te verlaten gedurende maximaal zestien uur per dag. Ze kan aan de geïnterneerde persoon worden toegekend om therapeutische, professionele, opleidings- of familiale belangen te behartigen die zijn aanwezigheid buiten de inrichting vereisen. Het elektronisch toezicht is een modaliteit van uitvoering van de beslissing tot internering waardoor de geïnterneerde persoon de hem opgelegde veiligheidsmaatregel buiten de inrichting ondergaat volgens een bepaald uitvoeringsplan, waarvan de naleving meer bepaald door elektronische middelen wordt gecontroleerd.

In het kader van deze drie modaliteiten van uitvoering van de internering wordt aan een justitieassistent de taak gegeven om de geïnterneerde persoon op te volgen. De taak van de justitieassistent bestaat erin de justitiabele te begeleiden om recidive te voorkomen en zijn maatschappelijke re-integratie te ondersteunen. Het werk van de justitieassistent is dubbel: hij helpt de justitiabele om zijn voorwaarden na te leven en controleert de naleving van de voorwaarden. Tijdens de volledige duur van de begeleiding wordt bijzondere aandacht besteed aan de continuïteit of de invoering van het zorgtraject in het licht van de filosofie van de wet. Daartoe werkt de justitieassistent samen met het netwerk voor geestelijke gezondheidszorg.

De persoon of dienst die de taak om de betrokkene te begeleiden of te behandelen aanneemt, brengt de justitieassistent, binnen een maand na de toekenning van de modaliteit en telkens die persoon of dienst het nuttig acht, op verzoek van de kamer voor de bescherming van de maatschappij en ten minste om de zes maanden, verslag uit over de opvolging van de begeleiding of de behandeling. Het verslag betreft de volgende punten: de daadwerkelijke aanwezigheden van de betrokkene op de voorgestelde raadplegingen, zijn ongewettigde afwezigheden, het eenzijdig stopzetten van de begeleiding of behandeling door de betrokkene, de moeilijkheden die bij de uitvoering daarvan zijn gerezen en de situaties met een ernstig risico voor derden.

3. Wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie

Krachtens deze wet kan de rechter het uitspreken van een effectieve gevangenisstraf vermijden door de uitspraak van de veroordeling op te schorten. Bij een veroordeling kan hij ook de tenuitvoerlegging van de straf uitstellen. Aan die maatregelen kunnen voor een periode van een tot vijf jaar bijzondere voorwaarden worden verbonden (dit wordt "probatieopschorting" en "probatieuitstel" genoemd).

Op verzoek van de verdachte of met zijn instemming kan de magistraat een maatschappelijke enquête over zijn gedragingen en zijn milieu doen instellen door een justitieassistent.

De probatiecommissie in de woonplaats van de betrokkene ziet erop toe dat de door de rechtbank opgelegde maatregel van de probatie-opschorting of het probatie-uitstel wordt nageleefd. In elk gerechtelijk arrondissement is er een probatiecommissie. Deze belast de justitieassistent met de opvolging van de maatregel van de probatie-opschorting of het probatie-uitstel. De justitieassistent brengt verslag uit aan de probatiecommissie binnen een maand na zijn aanstelling, elke keer wanneer hij dit nuttig acht, of telkens als de commissie hem erom verzoekt, en ten minste één keer om de zes maanden.

Indien de betrokkene veroordeeld is wegens een of meerdere feiten gepleegd op minderjarigen of met hun deelneming, winnen de bevoegde gerechten het met redenen omklede advies in van een dienst gespecialiseerd in de begeleiding of de behandeling van seksuele delinquenten, alvorens een probatiemaatregel op te leggen.

Indien de opschorting van de uitspraak van de veroordeling of het uitstel van de strafuitvoering afhankelijk wordt gesteld van een probatiemaatregel die bestaat in het volgen van een begeleiding of behandeling, nodigt de probatiecommissie, na in voorkomend geval kennis te hebben genomen van het voornoemde met redenen omklede advies, de betrokkene uit een erkende dienst die gespecialiseerd is in de begeleiding van DSM's te kiezen. Die dienst moet telkens als de dienst of persoon het nuttig acht, of op verzoek van de commissie en ten minste om de zes maanden, verslag uitbrengen over de begeleiding of de behandeling. Het verslag betreft de volgende punten: de daadwerkelijke aanwezigheden van de betrokkene op de voorgestelde raadplegingen, de

ongewettigde afwezigheden, het eenzijdig stopzetten van de begeleiding of behandeling door de betrokkene, de moeilijkheden die bij de uitvoering daarvan zijn gerezen en de situaties met een ernstig risico voor derden.

4. Wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis: vrijheid onder voorwaarden

In de gevallen waarin voorlopige hechtenis kan worden bevolen of gehandhaafd onder de in artikel 16, § 1, bepaalde voorwaarden, kan de onderzoeksrechter ambtshalve, op vordering van het openbaar ministerie of op verzoek van de verdachte, de betrokkene in vrijheid laten onder oplegging van een of meer voorwaarden voor de tijd die hij bepaalt en maximum voor drie maanden. Hij kan de betrokkene bijvoorbeeld verbieden om een activiteit uit te oefenen waarbij hij in contact zou komen met minderjarigen. Met het oog op de bepaling van de voorwaarden, kan de onderzoeksrechter een justitieassistent de taak geven een beknopt voorlichtingsrapport op te stellen of een maatschappelijke enquête uit te voeren. De rechter bepaalt de op te leggen voorwaarden. Indien de voorwaarden het volgen van een begeleiding of een behandeling opleggen, nodigt de onderzoeksrechter, het onderzoeksgerecht of het vonnisgerecht de in verdenking gestelde uit om een bevoegde persoon of dienst te kiezen. Die keuze wordt aan de rechter of het gerecht ter goedkeuring voorgelegd. Deze dienst of persoon die de taak aanneemt, brengt aan de rechter of aan het gerecht en aan de justitieassistent die met de ondersteuning met het oog op de naleving van de voorwaarden is belast, binnen de maand na de invrijheidstelling en telkens als die dienst of persoon het nuttig acht, of op verzoek van de rechter of van het gerecht en ten minste om de twee maanden, verslag uit over de begeleiding of de behandeling. De bevoegde dienst of de bevoegde persoon moet de rechter of het gerecht op de hoogte brengen van het stopzetten van de begeleiding of de behandeling.

5. Artikel 216ter van het Wetboek van Strafvordering met betrekking tot het verval van de strafvordering door de uitvoering van maatregelen en de naleving van voorwaarden

Deze wet vervangt de term "bemiddeling in strafzaken" door 'het verval van de strafvordering door de uitvoering van maatregelen en de naleving van voorwaarden' (afgekort 'VSMV'). In het dagelijks taalgebruik spreken we over de procedure 'bemiddeling en maatregelen'. Het betreft een alternatief voor vervolging dat kan worden voorgesteld in alle stadia van de gerechtelijke procedure wanneer het gepleegde feit niet kan worden gestraft met een gevangenisstraf van meer dan twee jaar. De beoogde doelstelling is om de veroorzaakte schade te herstellen, ongeacht of dat jegens een geïdentificeerd slachtoffer of jegens de gemeenschap in haar geheel is.

De procureur des Konings bepaalt of een dossier al dan niet naar de procedure 'bemiddeling en maatregelen' wordt verwezen.

De procureur des Konings kan de verdachte met name verzoeken, op voorwaarde dat die in voorkomend geval zijn burgerlijke aansprakelijkheid voor het feit erkent, om een geneeskundige behandeling of iedere andere passende therapie te volgen gedurende een termijn die een jaar niet mag overschrijden. Wanneer de verdachte instemt met de voorgestelde voorwaarden, deelt de procureur des Konings zijn beslissing tot uitvoering mee aan het justitiehuis van de verblijfplaats van de verdachte, dat dan onverwijld een justitieassistent aanwijst die wordt belast met de uitwerking en met de opvolging van de maatregelen. De verdachte en de justitieassistent werken een voorstel van

concrete invulling van de voorgestelde maatregelen en voorwaarden uit, dat wordt vastgelegd in een overeenkomst die door de verdachte wordt aanvaard en ondertekend.

Indien de procureur des Konings zich hiermee akkoord verklaart, ondertekent hij ook de overeenkomst. De justitieassistent staat in voor de opvolging van en het toezicht op de uitvoering van de maatregelen. Wanneer de betrokkene voldoet aan de opgelegde maatregelen en hij zijn verbintenissen is nagekomen, stelt de procureur des Konings het verval van de strafvordering vast voor de in het kader van deze procedure behandelde feiten en wordt er voor die feiten geen vervolging ingesteld voor een rechtbank. Het misdrijf wordt niet opgenomen in het strafregister. Indien de procedure onderbroken werd of niet voleindigd werd, beslist de procureur des Konings welk gevolg er aan het dossier wordt gegeven.

Overeenkomstig COL nr. 01/2021¹ inzake het verval van de strafvordering door uitvoering van maatregelen en de naleving van voorwaarden is deze maatregel aangewezen wanneer er een oorzakelijk verband kan worden aangetoond tussen enerzijds het gestelde delinquent gedrag en anderzijds een of meerdere probleemsituaties in het leven van de betrokkene. Indien het misdrijf in het kader waarvan de procedure wordt opgestart van seksuele aard is, moet steeds een therapeutische behandeling (of een vorming) opgelegd worden die specifiek op deze problematiek is gericht. De therapie houdt geen resultaatsverbintenis in. Wel wordt van de verdachte verwacht dat hij afspraken nakomt en alles in het werk stelt om de behandelingen te volgen.

6. Ministeriële omzendbrief van 15 juli 2015 inzake de voorlopige invrijheidstelling

De voorlopige invrijheidstelling wordt toegekend aan veroordeelden die een of meer vrijheidsstraffen ondergaan waarvan het uitvoerbaar gedeelte drie jaar of minder bedraagt. De voorlopige invrijheidstelling kan worden toegekend aan definitief veroordeelden die minstens één veroordeling ondergaan voor feiten zoals bedoeld in de artikelen 417/7 tot 417/22, 417/24 tot 417/41, 417/44 tot 417/47 en 417/51 tot 417/54 van het Strafwetboek indien ze gepleegd werden op minderjarigen of met hun deelneming, zodra de veroordeelde in de tijdsvoorwaarden bepaald in de omzendbrief verkeert, en voor zover er in hoofde van de veroordeelde geen contra-indicaties bestaan.

Zodra de wettelijke toestand definitief is, verzamelt de directeur de informatie die hij nodig acht en de informatie omtrent het slachtoffer. Voor veroordeelden voor wie het totaal aan in uitvoering zijnde hoofdgevangenisstraffen niet meer dan een jaar bedraagt, kan de directeur de PSD vragen een advies op te stellen. Dat advies is gericht op de problematiek die zich voordoet naar aanleiding van de feiten en op specifieke aandachtspunten waaraan gewerkt moet worden in de eventuele voor te stellen begeleiding met het oog op het beperken van de recidive en in het belang van de slachtoffers. Voor veroordeelden voor wie het totaal aan in uitvoering zijnde hoofdgevangenisstraffen meer dan een jaar bedraagt, stelt de PSD een gespecialiseerd advies op en stelt hij een begeleiding voor wanneer hij dit noodzakelijk acht en bereidt hij deze voor. De directeur maakt het voorstel over aan de directie Detentiebeheer, die een gemotiveerde beslissing neemt omtrent het al dan niet toekennen van de voorlopige invrijheidstelling. Er kunnen geïndividualiseerde bijzondere voorwaarden (bv. het volgen van een behandeling) worden opgelegd indien die absoluut noodzakelijk zijn om het risico op recidive te beperken of indien die noodzakelijk zijn in het belang van het slachtoffer. De directeur overhandigt een afschrift van de beslissing aan de gedetineerde, legt hem de inhoud en de consequenties ervan uit en laat hem het tekenen voor ontvangst en, indien er voorwaarden zijn opgelegd, voor akkoord.

¹ Gemeenschappelijke omzendbrief van de minister van Justitie, de ministers van de deelstaten en het College van procureurs-generaal bij de hoven van beroep.

Indien de gedetineerde de voorwaarden weigert, wordt hij niet in vrijheid gesteld. Wanneer de beslissing tot voorlopige invrijheidstelling wordt uitgevoerd, wordt een justitieassistent aangewezen voor de opvolging. Wanneer er geïndividualiseerde voorwaarden zijn opgelegd, zal de begeleiding een duurtijd hebben die gelijk is aan de duur van de vrijheidsstraf die de veroordeelde nog moest ondergaan (strafrestant) op de dag van de invrijheidstelling, met een minimum van één jaar.

7. Strafwetboek

7.1. Terbeschikkingstelling van de strafuitvoeringsrechtbank

Krachtens de artikelen 34bis, 34ter en 34quater van het Strafwetboek wordt de terbeschikkingstelling van de SURB omschreven als een bijkomende straf die in de door de wet bepaalde gevallen moet of kan worden uitgesproken met het oog op de bescherming van de maatschappij tegen personen die bepaalde ernstige strafbare feiten plegen die de integriteit van personen aantasten. Deze bijkomende straf gaat in na het verstrijken van de hoofdgevangenisstraf of van de opsluiting en kan worden uitgesproken voor een periode van minimum vijf en maximum vijftien jaar, inzonderheid in het kader van veroordelingen op grond van de artikelen 417/7, 417/10, 417/11, 417/13 tot 417/22 van het Strafwetboek. De directeur van de penitentiaire inrichting, indien de veroordeelde gedetineerd is, brengt uiterlijk vier maanden voor het verstrijken van de straf een gemotiveerd advies tot vrijheidsbeneming of invrijheidstelling onder toezicht uit waarin hij de bijzondere voorwaarden vermeldt die hij nodig acht op te leggen aan de veroordeelde. Volgens artikel 95/3 van de wet van 17 mei 2006 moet het advies, indien de veroordeelde een straf ondergaat voor feiten bedoeld in de artikelen 417/7 tot 417/22, 417/24 tot 417/41, 417/44 tot 417/47 en 417/51 tot 417/54 en 433quater/1 tot 433quater/7 van het Strafwetboek indien ze gepleegd werden op minderjarigen of met hun deelneming, worden ingediend samen met een met redenen omkleed advies van een dienst die gespecialiseerd is in de diagnostische expertise van seksuele delinquenten. Dit advies omvat een beoordeling van de noodzaak om een behandeling op te leggen. Indien de veroordeelde ter beschikking van de SURB is gesteld voor een van de feiten bedoeld in de artikelen 417/7, 417/10, 417/11, 417/13 tot 417/22 van het Strafwetboek, kan de strafuitvoeringsrechtbank overigens aan de toekenning van de invrijheidstelling onder toezicht de voorwaarde verbinden van het volgen van een begeleiding of behandeling bij een dienst die in de begeleiding of de behandeling van DSM's is gespecialiseerd. De SURB bepaalt de termijn gedurende welke de veroordeelde deze begeleiding of behandeling moet volgen.

7.2. Autonome probatiestraf

Krachtens artikel 37octies van het Strafwetboek kan de rechter, indien een feit van die aard is om door een politiestraf of een correctionele straf gestraft te worden, als hoofdstraf een autonome probatiestraf opleggen. Een autonome probatiestraf bestaat uit de verplichting bijzondere voorwaarden na te leven gedurende een bepaalde termijn, die door de rechter wordt bepaald. De duur van deze straf bedraagt minstens zes maanden en ten hoogste twee jaar. De rechter kan aanwijzingen geven omtrent de invulling van de autonome probatiestraf. De veroordeelde wordt onderworpen aan een justitiële begeleiding die wordt uitgeoefend door een justitieassistent van het gerechtelijk arrondissement van zijn verblijfplaats.

De rechter voorziet, binnen de perken van de op het misdrijf gestelde straffen, alsook van de wet op grond waarvan de zaak voor hem werd gebracht, in een gevangenisstraf of in een geldboete die van

toepassing kan worden ingeval de autonome probatiestraf niet wordt uitgevoerd. Deze straf mag niet worden uitgesproken voor de feiten die strafbaar zouden zijn met een maximumstraf van meer dan twintig jaar opsluiting als ze niet in wanbedrijven werden omgezet voor de feiten zoals bedoeld in de artikelen 417/12 tot 417/22 van het Strafwetboek en de artikelen 417/25 tot 417/41, 417/44 tot 417/47, 417/52 en 417/54 van het Strafwetboek indien de feiten zijn gepleegd op of met behulp van minderjarigen.

Op de tenuitvoerlegging van de autonome probatiestraf wordt toegezien door de probatiecommissie van de verblijfplaats van de veroordeelde waaraan de justitieassistent rapporteert. Binnen een maand na de aanwijzing van de justitieassistent, en verder telkens als deze het nuttig acht of telkens als de commissie hem erom verzoekt, en tenminste om de zes maanden, brengt hij verslag uit aan de probatiecommissie over de naleving van de voorwaarden. Hij stelt, in voorkomend geval, de maatregelen voor die hij nodig acht.

De probatiecommissie bepaalt de concrete invulling van de autonome probatiestraf, op basis van het verslag van de justitieassistent die de veroordeelde heeft gehoord en met naleving van de door de rechter gegeven aanwijzingen. De concrete invulling van de autonome probatiestraf wordt vastgelegd in een door de veroordeelde te ondertekenen overeenkomst waarvan de justitieassistent hem een kopie overhandigt. De justitieassistent deelt eveneens een kopie van de ondertekende overeenkomst mee aan de probatiecommissie binnen de drie werkdagen.

Indien de probatiecommissie van oordeel is dat de autonome probatiestraf ten uitvoer is gelegd, kan zij beslissen dat deze een einde neemt, zelfs als de door de rechter bepaalde termijn nog niet is verstreken.

Ingeval de autonome probatiestraf niet of slechts gedeeltelijk wordt uitgevoerd, meldt de justitieassistent dit onverwijld aan de probatiecommissie. Die laatste roept de veroordeelde dan op en stelt een met redenen omkleed verslag op met het oog op de toepassing van de vervangende straf. In dit geval kan het openbaar ministerie beslissen de in de rechterlijke beslissing voorziene gevangenisstraf of geldboete uit te voeren, waarbij rekening wordt gehouden met de autonome probatiestraf die reeds door de veroordeelde is uitgevoerd.

8. Decreet van 14 maart 2019 betreffende de opvang, in een "Centre communautaire" (Gemeenschappelijk centrum), van uithandengegeven jongeren

De directeur van het gemeenschappelijk centrum van uithandengegeven jongeren wordt gelijkgesteld met een gevangenisdirecteur en is als dusdanig gemachtigd te verzoeken om een met redenen omkleed advies van een dienst die gespecialiseerd is in de begeleiding of behandeling van seksuele delinquenten.

Artikel 3

De psychosociale teams aanwezig binnen elke penitentiaire inrichting of afdeling tot bescherming van de maatschappij zijn gespecialiseerde teams. Ze hebben een multidisciplinair karakter en zijn samengesteld uit psychiaters, psychologen, maatschappelijk assistenten en een gevangenisdirecteur.

Ze vervullen velerlei taken, die voornamelijk verband houden met opvang, begeleiding, crisisbeheer en advisering met betrekking tot veroordeelden en geïnterneerden – zulks in het kader van de internerings- en strafuitvoeringsmodaliteiten – ten behoeve van de bevoegde overheden.

Het is zaak de DSM bewust te maken van zijn problematiek. In dat verband verzorgen de psychosociale teams in het kader van psychosociaal onderzoek een intrapenitentiaire individuele begeleiding van pretherapeutische strekking. Deze begeleiding gebeurt ter voorbereiding van de postpenitentiaire begeleiding of behandeling, die worden georganiseerd door de gespecialiseerde gezondheidsteams.

Artikel 4

De minister van Justitie verbindt zich tot de verdere subsidiëring van het Waalse steuncentrum. Een samenwerkingsverband en een netwerk van contacten tussen de gespecialiseerde teams binnen en buiten de gevangenis zijn aldus van wezenlijk belang. Het steuncentrum kan in dit verband een ondersteuningsrol vervullen, zowel met betrekking tot de begeleiding en behandeling van de individuele gevallen als met betrekking tot de globale aanpak en de wetenschappelijke methodologie.

Voorts kan het steuncentrum ook een specifieke opleiding aanbieden en zijn methodologie ter beschikking stellen van de gespecialiseerde centra/teams die daaraan behoefte hebben.

Het steuncentrum vervult tevens advies- en behandelingstaken, grondslag van het wetenschappelijk onderzoek.

De DSM's kunnen ook naar het steuncentrum worden doorverwezen met het oog op extrapenitentiaire begeleiding die is afgestemd op hun problematiek.

Artikel 5

De gespecialiseerde gezondheidsteams zijn externe multidisciplinaire teams, gespecialiseerd in ambulante en residentiële extrapenitentiaire begeleiding en behandeling van DSM's, en georganiseerd door de Waalse minister van Gezondheid. Ze zijn samengesteld uit professionals uit het domein van de psychiatrie, psychologie, criminologie of van de maatschappelijke, seksuologische of familiale wetenschappen, waarbij ze in het team werkzaam zijn als vaste leden of externe consultants.

De adviestaken en de begeleidings- of behandelingstaken zouden zo min mogelijk aan één en dezelfde persoon mogen worden toevertrouwd, teneinde bevoegdheidsconflicten te voorkomen.

Het is van belang ondersteuning te bieden aan het netwerk van gespecialiseerde gezondheidsteams bij de psychologische en sociale begeleiding van DSM's naargelang de evolutie van de behoeften. Bij aanzienlijke gedragsproblemen kan een residentiële behandeling aangewezen blijken.

Het signaleren van situaties die een ernstig risico voor derden inhouden, druist niet in tegen het principe van het beroepsgeheim voor zover men kan spreken van een noodtoestand waarin hogere (morele) waarden, zoals de bescherming van de maatschappij, in conflict treden met de absolute vertrouwelijkheidsplicht (Cass. 13.5.1987). De professional die is belast met het dossier moet de graad van ernst van die noodtoestand beoordelen. Hij moet een afweging maken van twee tegenstrijdige belangen, namelijk zijn beroepsgeheim en het gevaar voor derden. Indien hij van oordeel is dat het gaat om een situatie met een ernstig risico voor derden en dat de begeleiding geen oplossing voor die situatie biedt, dan stelt hij een verslag op voor de bevoegde overheid (zie art. 1.2° van het samenwerkingsakkoord) en brengt hij de justitieassistent daarvan op de hoogte. De persoon die is belast met het dossier behoort maatregelen te nemen met het oog op het voorkomen van recidive.

De modaliteiten inzake de oprichting van zorgafdelingen in bestaande psychiatrische inrichtingen met het oog op residentiële bijstand, zullen nader worden bekeken door de bevoegde overheden.

Artikel 6

De Justitieassistenten zijn belast met de begeleiding van de Justitiabele bij de naleving van de voorwaarden die zijn opgelegd door de bevoegde overheid Instantie. Zij houden toezicht op de naleving ervan. Ze werken samen met de verschillende betrokken actoren met het oog op een gecoördineerde begeleiding rond de DSM.

Naast de gebruikelijke taken van de Justitieassistenten in het kader van hun strafrechtelijke opdrachten kent artikel 6 van de samenwerkingsakkoorden hen een centrale rol toe bij de communicatie tussen de verschillende betrokken actoren. Ze bezetten een sleutelpositie tussen de gerechtelijke overheden, de steuncentra, de gespecialiseerde gezondheidsteams of de opleidingsdienst en de betrokkene.

Artikel 7

Een begeleidingscomité zal de toepassing van dit samenwerkingsakkoord onderwerpen aan een jaarlijkse evaluatie. Dit comité zal negen leden tellen, waarvan er drie worden aangeduid door de minister van Justitie, drie door de Waalse minister van Gezondheid en drie door de minister van Justitiehuizen. Voor elk lid worden ook een of twee plaatsvervangers aangeduid. Er wordt een roterend voorzitterschap en secretariaat georganiseerd. De organisatiemodaliteiten worden overgelaten aan het oordeel van het begeleidingscomité, dat ze opstelt in het kader van zijn huishoudelijk reglement dat door het comité wordt opgemaakt tijdens de eerste vergadering.

De jaarlijkse evaluatie van dit samenwerkingsakkoord moet ervoor zorgen dat men aanpassingen kan doorvoeren met betrekking tot de inspanningen die geleverd worden omwille van een coherente en gecoördineerde aanpak van de problematiek van de DSM's. Het begeleidingscomité kan daartoe een externe audit organiseren voor een concrete evaluatie van het verloop van de begeleidingen in de praktijk.

Voor de Federale Staat:

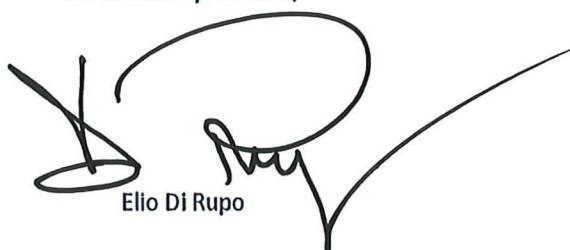
De minister van Justitie,



Paul Van Tigchelt

Voor het Waalse Gewest:

De minister-president,



Elio Di Rupo

De minister van Gezondheid,



Christie Morreale

Voor de Franse Gemeenschap:

De minister-president,



Pierre-Yves Jeholet

De minister van Justitiehuizen,



Françoise Bertieaux